

# Travail

LE MAGAZINE DE L'OIT - N° 70, Décembre 2010



Bureau  
international  
du Travail



Promouvoir une reprise  
**CENTRÉE SUR L'EMPLOI**

Le magazine *Travail* est publié trois fois par an par le Département de la communication et de l'information publique du BIT, à Genève. Aussi publié en anglais, arabe, chinois, espagnol, finnois, hindi, japonais et norvégien. Ce magazine est distribué à titre gracieux.

#### RÉDACTEUR:

Hans von Rohland

#### EDITION ESPAGNOLE:

Réalisée avec le concours du Bureau de l'OIT à Madrid

#### RESPONSABLE DE LA PRODUCTION:

Kiran Mehra-Kerpelman

#### ASSISTANTES DE PRODUCTION:

Corine Luchini, Rita Cassaro

#### RECHERCHE PHOTO:

Marcel Crozet

#### GRAPHISME:

MDP, OIT Turin

#### COUVERTURE:

Matteo Montesano, Luca Fiore, OIT Turin

#### PHOTOS COUVERTURE:

Photos BIT

#### COMITÉ DE RÉDACTION:

Thomas Netter (président), Charlotte Beauchamp, Kiran Mehra-Kerpelman, Corinne Perthuis, Hans von Rohland

Ce magazine ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les vues du BIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part du BIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du BIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les textes et les photos du BIT peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. L'envoi d'un justificatif serait apprécié.

Toute correspondance doit être adressée au Département de la communication

et de l'information publique du BIT,

CH-1211 Genève 22.

Tél. +4122/799-7912

Fax +4122/799-8577

Courriel: [ilo\\_magazine@ilo.org](mailto:ilo_magazine@ilo.org)

[www.ilo.org/communication](http://www.ilo.org/communication)

Imprimé par: OIT Turin

ISSN 1020-0010

# L'OIT dans

## Un long combat pour doter l'économie mondiale d'une base sociale

Les problèmes que rencontre actuellement l'OIT présentent de nombreuses similitudes avec ceux qu'elle a connus dans les années 1920 et 1930. La période de l'entre-deux-guerres a vu l'aboutissement du processus d'intégration économique internationale qui avait débuté au XIX<sup>e</sup> siècle et le début de la Grande dépression, alors que les deux dernières décennies se sont accompagnées d'une nouvelle phase de mondialisation de la production, des finances et du commerce et d'une première grande récession. Aujourd'hui comme hier, la question centrale est de savoir comment intégrer le progrès social dans l'économie internationale et assurer le plein emploi à l'échelle mondiale. Pour chacune de ces périodes, l'OIT a joué un rôle de premier plan.

Elle fut créée en 1919 pour établir des normes internationales du travail, pas seulement pour éviter le nivellement par le bas, mais de façon plus positive pour assurer que les conditions de travail progressent au même rythme que la croissance économique dans tous les pays. Son premier directeur, Albert Thomas, croyait fermement que «l'Organisation avait le droit, et même le devoir, d'examiner les conséquences que la mise en œuvre de son programme de réforme sociale pourrait avoir sur la sphère économique».

Cette idée qu'il faut considérer ensemble les politiques économiques et sociales est un thème récurrent de l'histoire de l'OIT. Dans les années 1930, l'OIT a continué de travailler sur un large front, s'occupant à la fois des problèmes économiques et sociaux. La Grande dépression a renforcé la croyance en la nécessité de trouver une cohérence entre les politiques internationales au niveau économique et social. Cependant, pour de multiples raisons, la Société des Nations, le prédécesseur des Nations Unies, fut incapable de coordonner une réponse internationale. Beaucoup se sont alors tournés vers l'OIT, y compris Keynes qui a reconnu les efforts déployés par l'Organisation dans la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*.

La dernière tentative infructueuse de l'OIT dans les années 30 pour forger une nouvelle forme de coopération économique internationale orientée vers l'emploi a cependant fini par déboucher sur la Déclaration de Philadelphie en 1944; elle stipule qu'il est de la responsabilité de l'OIT d'examiner et de prendre en compte toutes les politiques et les mesures internationales d'ordre économique et financier à la lumière de ses objectifs fondamentaux<sup>1</sup>.

Néanmoins, immédiatement après la guerre, la conception du nouveau système multilatéral a largement relégué à l'arrière-plan la demande de l'OIT d'un mandat économique large. Dans le monde

<sup>1</sup> La Déclaration contient l'énoncé d'un objectif intégré de l'OIT: «Tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales.»

# l'histoire



*Le Directeur du BIT Edward J. Phelan signant la Déclaration de Philadelphie à la Maison Blanche, Washington D.C., le 17 mai 1944. Assis, de gauche à droite: le Président des Etats-Unis Franklin Delano Roosevelt, Walter Nash, E.J. Phelan. Debout, de gauche à droite: le ministre américain des Affaires étrangères Cordell Hull, la ministre américaine du Travail Frances Perkins et le Directeur assistant du BIT Lindsay Rodgers.*

non communiste, les questions économiques et financières relevaient de la compétence des institutions de Bretton Woods et la coordination des politiques économiques et sociales mondiales du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).

Les tensions de la Guerre froide ont empêché de maintenir une vision globale et large pendant les premières décennies d'après-guerre. Les contrôles des échanges commerciaux et des capitaux ont en outre laissé les Etats individuels, certainement les plus développés, largement maîtres de leurs richesses économiques. Ce n'est que vers la fin du XX<sup>e</sup> siècle que l'interdépendance économique mondiale a de nouveau mis les pays au défi de renforcer leur coordination politique.

## La réapparition de la politique sociale internationale

Ce n'est que dans les années 1980 et au début des années 1990 que se produisirent deux évolutions illustrant la réapparition de la politique sociale internationale. La première fut la discussion sur

l'introduction d'une clause sociale dans le commerce international à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Et la seconde fut un effort plus large au sein des Nations Unies pour recentrer la politique internationale sur le développement social. L'OIT ne fut à l'initiative d'aucune de ces évolutions mais, dans les deux cas, elle a finalement trouvé les moyens de réagir. ➤

**“L'ORGANISATION AVAIT LE DROIT, ET MÊME LE DEVOIR, D'EXAMINER LES CONSÉQUENCES QUE LA MISE EN ŒUVRE DE SON PROGRAMME DE RÉFORME SOCIALE POURRAIT AVOIR SUR LA SPHÈRE ÉCONOMIQUE”**



*Conférence à Oslo en septembre dernier – accueillie par le Premier ministre de Norvège Jens Stoltenberg, coparrainée par le FMI et l'OIT*

➤ Dans le premier cas, la question d'un lien formel entre normes du travail et commerce fut bloquée à l'OMC et, au final, la communauté internationale a réaffirmé que la promotion des normes du travail était de la responsabilité de l'OIT. Dans le second cas, le Sommet social mondial convoqué par les Nations Unies a placé la promotion des normes fondamentales du travail dans le cadre d'une approche globale et cohérente du développement socio-économique, regroupant toute une série de questions essentielles pour l'OIT. Le Sommet avait été proposé et préparé par Juan Somavia, alors ambassadeur du Chili auprès des Nations Unies.

Plus important encore, le Sommet social a contribué à trouver une issue à l'impasse sur la clause sociale en reconnaissant l'importance des normes fondamentales de l'OIT pour les objectifs du plein emploi, de l'éradication de la pauvreté et de l'intégration sociale. Le processus a conduit à l'adoption de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail en 1998, un premier pas vers la détermination d'un socle de protection sociale universel pour l'économie mondiale. La principale caractéristique de cet instrument était son universalité: elle fixait des principes et des droits que tous les pays devaient respecter en vertu de leur qualité de membre de l'OIT, qu'ils aient ou non ratifié les normes concernées.

### **Un travail décent pour tous**

L'élection de Juan Somavia au poste de Directeur général du BIT en 1998 fut une conséquence logique de sa réussite en tant qu'initiateur et organisateur du Sommet social. Il a introduit l'Agenda pour le travail décent comme moyen de rassembler les différents programmes de l'OIT, en les groupant autour de quatre objectifs stratégiques:

les droits au travail, l'emploi, la protection sociale et le dialogue social.

Cependant, il ne suffisait pas d'intégrer progressivement le travail décent dans les structures de l'OIT. L'enjeu était de convaincre toute une série d'acteurs politiques au sein et à l'extérieur de l'Organisation qu'une approche intégrée articulée autour du travail décent était nécessaire et pouvait permettre d'établir un lien entre la politique sociale et la politique économique au niveau national et international.

La première étape fut d'inscrire le travail décent à l'agenda international. M. Somavia participa à la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999, porta ce message à la réunion de la CNUCED-X à Bangkok en 2000 puis, les années suivantes, aux réunions annuelles du Forum économique mondial et du Forum social mondial. En parallèle, le personnel du BIT a introduit les objectifs du travail décent dans les stratégies de réduction de la pauvreté menées par la Banque mondiale dans plusieurs pays.

L'objectif du travail décent fut aussi largement adopté à l'échelon régional, dans les déclarations de l'Union européenne, de l'Union africaine, de l'Organisation des Etats américains et de la Banque asiatique de développement. En 2005, les dirigeants mondiaux réunis pour la session de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de passer en revue les Objectifs du Millénaire pour le développement ont fermement endossé cette approche.

Dans le même temps, il était devenu clair pour les dirigeants mondiaux que le progrès social au niveau national dépendait de plus en plus du rythme et du modèle de mondialisation. Les mouvements

de protestation comme celui de Seattle ont proliféré contre les institutions de Bretton Woods et l'OMC, accusées de promouvoir un processus de mondialisation destructeur au plan social. Les suppressions d'emplois face à l'augmentation des importations en provenance des économies en développement et la délocalisation croissante des emplois vers ces pays ont alimenté le ressentiment et l'insécurité parmi les travailleurs des pays riches. Dans le monde en développement montait l'inquiétude quant à la pauvreté endémique et à la marginalisation de nombreux pays à bas revenu de l'économie mondiale.

L'OIT était bien placée pour répondre à ces fléaux sociaux grandissants, pour renforcer le pilier social de la mondialisation et proposer de nouvelles approches de la gouvernance d'une économie mondiale instable et déréglementée. En 2001, l'OIT a réussi à proposer l'établissement d'une Commission mondiale pour promouvoir une approche intégrée des politiques économique et sociale au niveau mondial. Le rapport 2004 de la Commission mondiale a fait une série de recommandations pour rendre la structure de la mondialisation plus juste et plus fédératrice.

### Vers plus de cohérence politique dans le système international

L'une des conclusions du rapport soulignait la nécessité d'une plus grande «cohérence politique» parmi les organisations du système multilatéral. L'OIT a lancé une «Initiative de cohérence des politiques» pour essayer de construire un cadre de politique internationale commun favorable à la croissance, à l'investissement et à l'emploi, impliquant les institutions financières internationales et les agences concernées des Nations Unies.

D'abord, les progrès furent lents. La difficulté avait été illustrée lors d'une des réunions où le représentant du Fonds monétaire international (FMI) avait demandé si la cohérence voulait dire «Vous êtes cohérents avec nous ou nous sommes cohérents avec vous?» Un certain nombre d'activités communes furent néanmoins développées, en particulier une étude conjointe de l'OIT et de l'OMC sur le commerce et l'emploi.

Mais les choses changent. Lors d'une conférence historique à Oslo en septembre dernier – accueillie par le Premier ministre de Norvège Jens Stoltenberg

et coparrainée par le FMI et l'OIT –, les dirigeants de gouvernements, de syndicats, des chefs d'entreprise et des universitaires se sont rencontrés afin de s'attaquer à la brutale hausse du chômage et du sous-emploi depuis la crise financière mondiale de 2008. Le FMI et l'OIT se sont mis d'accord pendant la conférence pour travailler ensemble à l'élaboration d'une stratégie dans deux domaines, à savoir les politiques qui favorisent une croissance créatrice d'emplois et le concept de socle de protection sociale pour les personnes qui vivent dans la pauvreté ou dans des situations de précarité.

Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, adopté par la Conférence internationale du Travail en juin 2009, en fait partie comme les futures approches internationales visant à réduire le possible décalage entre la reprise économique et la création d'emplois. Au lendemain de la crise sociale et économique mondiale, le Pacte propose un portefeuille de politiques sociales et économiques pratiques, testées et éprouvées, qui ont bien fonctionné dans certains pays et qui peuvent être adaptées à chaque situation nationale. En septembre 2009 à Pittsburg, le Sommet du G20 a fait bon accueil au Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT et s'est mis d'accord sur l'importance d'instaurer un cadre orienté vers l'emploi pour la future croissance économique.

De nombreux économistes regardent en arrière, cherchant dans les années 1920 et 1930 des leçons qui pourraient aider le monde à ne jamais répéter le déclin catastrophique vers le chômage de masse, le protectionnisme et le nationalisme. L'une des leçons est que si les avertissements et les propositions de l'OIT avaient été pris en compte, la Grande dépression aurait tout simplement été suivie d'une grande reprise. Les efforts actuellement déployés pour bâtir davantage de cohérence politique sont beaucoup plus prometteurs et l'OIT joue un rôle important dans ce processus. Mais la reprise n'est en rien garantie et le risque d'une période prolongée de manque d'emplois plombe les perspectives. ■

Pour d'autres aperçus de la pertinence de l'histoire de l'OIT pour les questions contemporaines, lire: *L'Organisation internationale du Travail et la quête de justice sociale, 1919-2009*, par Gerry Rodgers, Lee Swepston, Eddy Lee et Jasmien van Daele.

# Sommaire

Décembre 2010, n° 70



Chers lecteurs,

La couverture de votre magazine *Travail* a changé. Elle est plus moderne, plus claire et plus attrayante. En ouvrant le magazine, vous avez sans doute constaté que la maquette et le style ont aussi été retravaillés pour améliorer la lisibilité et mettre davantage en valeur les photographies. Bon nombre de nos colonnes ont une allure légèrement différente et nous avons accordé plus d'importance à l'espace et aux illustrations, en essayant de parvenir à un bon équilibre. Nous espérons que vous apprécierez cette évolution. Si vous souhaitez faire des commentaires ou des suggestions, vous pouvez nous écrire à [ilo\\_magazine@ilo.org](mailto:ilo_magazine@ilo.org).

## En couverture

### 8 Promouvoir une reprise centrée sur l'emploi

Après trois années de crise, l'économie mondiale renoue avec la croissance, mais le redressement actuel de l'économie ne crée pas suffisamment d'emplois et la qualité de ces emplois est une source d'inquiétude. Comme le souligne le Directeur général du BIT, Juan Somavia, dans l'éditorial de ce magazine *Travail*, «La stabilité financière et la stabilité sociale doivent aller de pair. Sinon, ce n'est pas seulement l'économie mondiale mais aussi la cohésion sociale qui sera en danger.»

L'Organisation internationale du Travail (OIT), créée en 1919, groupe les gouvernements, les employeurs et les travailleurs de ses 183 Etats Membres dans une action commune pour l'avancement de la protection sociale et l'amélioration des conditions de vie et de travail partout dans le monde. Le Bureau international du Travail (BIT), à Genève, est le secrétariat permanent de l'Organisation.



© M. Crozet/BIT

## L'état du travail dans le monde

- 12 D'une crise à l'autre?
- 14 Tendances mondiales de l'emploi
- 16 Suppressions d'emplois: une menace pour la cohésion sociale
- 20 Planifier la reprise: comment rééquilibrer la croissance et la demande mondiales
- 25 Une reprise en dents de scie pour les marchés financiers: réformer le secteur de la finance
- 28 Hausse record du chômage mondial des jeunes

## Articles généraux

- 30 Inondations dévastatrices au Pakistan: des vies et des moyens de subsistance à reconstruire
- 32 Comment TREE a changé la vie d'un jeune homme
- 35 Aider les PME à conserver leur SCORE
- 38 Emplois verts dans la construction: petits changements, grands effets
- 42 Gundo Lashu (Notre victoire): programmes de voirie publique HIMO en Afrique du Sud
- 47 Enseignants et formateurs du futur



## RUBRIQUES

## Nouvelles

- 50 Le G20 prié de respecter ses engagements en matière d'emploi et de protection sociale
- 51 Michelle Bachelet: «Le socle de protection sociale est une première avancée»
- 52 Le FMI et l'OIT s'engagent en faveur d'une reprise centrée sur l'emploi
- 54 Le Directeur général du BIT reçoit le Prix des OMD
- 54 Le Directeur général du BIT célèbre le sauvetage des mineurs chiliens
- 55 Prix Nobel d'économie 2010
- 56 Des experts adoptent un nouveau recueil de directives pratiques de l'OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture



© A. Ibarra

## RUBRIQUES

## Champs d'action

58



## RUBRIQUES

## Médiathèque

60



62 Expo Sud-Sud GSSD

# En couverture

## Promouvoir une reprise

par Juan Somavia, Directeur général du BIT

La crise financière mondiale a engendré le plus haut niveau de chômage jamais enregistré – 210 millions de personnes. Cela a encore aggravé la préoccupation internationale quant à l'incapacité de l'économie mondiale à générer suffisamment de possibilités de travail décent dans tous les pays.

Malheureusement, le chômage officiel n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Parmi les pauvres, on trouve des millions de personnes qui travaillent. Beaucoup d'hommes et de femmes travaillent à temps partiel alors qu'ils souhaiteraient occuper un emploi à plein temps. Un grand nombre est tout simplement trop découragé pour continuer à chercher du travail. La moitié de la main-d'œuvre mondiale occupe une forme quelconque d'emploi vulnérable. Quatre personnes sur cinq n'ont accès à aucune forme de protection sociale de base.

Nous avons aussi quelque 45 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. Notre rapport de 2010 sur les *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* précise que, sur les

620 millions de jeunes économiquement actifs âgés de 15 à 24 ans, 81 millions étaient au chômage fin 2009 – un record historique. C'est 7,8 millions de plus que le total mondial de 2007. Le taux de chômage des jeunes est passé de 11,9 pour cent en 2007 à 13 pour cent en 2009.

Le rapport nous met en garde à juste titre contre le «risque d'une 'génération perdue' constituée de jeunes qui ont abandonné le marché du travail, ayant perdu tout espoir de pouvoir travailler pour gagner décemment leur vie».

Malgré ce sombre scénario, résultant essentiellement d'une mondialisation déséquilibrée, mal orientée, nous percevons maintenant les signes d'une fragile reprise. Mais, pour des millions d'individus et d'entreprises dans le monde, la crise est loin d'être terminée. Nous devons nous concentrer sur une stratégie de croissance axée sur l'emploi comme priorité absolue. Sinon, la reprise économique pourrait mettre des années à atteindre ceux qui en ont le plus besoin, voire ne pas les atteindre du tout.





# centrée sur **l'emploi**




## **Des politiques en prise avec l'économie réelle**

Nous ne pouvons laisser faire cela. Nous devons connecter nos politiques à l'économie réelle, aux aspirations légitimes des peuples à bénéficier d'une véritable chance d'obtenir un emploi décent.

C'est pour cette raison que nous avons organisé la conférence OIT/FMI à Oslo, en septembre dernier. La conférence a réuni le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, un groupe de dirigeants mondiaux, de hauts représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs, des universitaires ainsi que des représentants de l'OIT, dont moi-même. Pour répondre aux préoccupations les plus urgentes, mais aussi pour participer à l'édification du futur dont nous avons besoin. Pour remédier aux anciens déséquilibres afin d'obtenir une croissance durable, équilibrée et, surtout, qui ne laisse personne en chemin.

**“ LE RISQUE D'UNE  
'GÉNÉRATION PERDUE'  
CONSTITUÉE DE JEUNES QUI  
ONT ABANDONNÉ LE MARCHÉ  
DU TRAVAIL, AYANT PERDU TOUT  
ESPOIR DE POUVOIR TRAVAILLER  
POUR GAGNER DÉCEMMENT  
LEUR VIE ”**

La conférence tombait à point nommé, au moment où la reprise économique ne se traduisait pas en création d'emplois. Les gouvernements, mais aussi les travailleurs et les employeurs du monde entier, se demandaient ce qu'ils pouvaient faire pour réduire le coût humain de la crise de l'emploi. 



➤ Elle a également été importante parce qu'elle a permis d'entendre les témoignages inédits des dirigeants de trois pays – la Grèce, l'Espagne et le Libéria – qui ont été durement frappés par la crise et qui emploient des mesures courageuses et novatrices pour en traiter les effets. Mais elle a surtout été essentielle parce que c'était la première fois en 66 ans que l'OIT et le FMI abandonnaient leur propre prisme pour voir comment collaborer au mieux pour résoudre ces problèmes très complexes.

Le principal message était que la création d'emplois devait être au cœur de la reprise économique. En fait, tous se sont accordés sur le fait que le plein emploi devait devenir un objectif macroéconomique primordial au même titre que la maîtrise de l'inflation et l'assainissement des finances publiques.

Une autre conclusion très importante – qui est liée à la précédente – est qu'il faut cesser de traiter les politiques sociales et d'emploi à l'écart des questions macroéconomiques. L'économie mondiale est bien plus complexe que cela. Nous avons besoin d'une meilleure cohérence entre les politiques, ainsi que d'une meilleure coordination entre les institutions et les nations. Cette conférence a marqué une avancée fondamentale en ce sens.

A l'issue de la conférence, l'OIT et le FMI se sont mis d'accord pour travailler ensemble dans deux domaines spécifiques. Premièrement, nous

allons explorer le concept de socle de protection sociale pour les populations les plus vulnérables dans tous les pays. C'est un concept sur lequel les Nations Unies dans leur ensemble et l'OIT en particulier ont déjà travaillé. Il s'agit maintenant d'intégrer l'expertise financière du FMI dans l'équation. Deuxièmement, nous allons davantage nous concentrer et collaborer sur des politiques qui favorisent une croissance riche en emplois.

Le rôle central que doit jouer le dialogue social en période de crise a également fait l'objet d'un accord général, aussi bien pour dégager un consensus sur les problèmes les plus difficiles que pour veiller à ce que les implications sociales de la crise et de ses suites soient pleinement prises en compte. Finalement, les deux institutions vont poursuivre et approfondir leur coopération afin d'appuyer le G20 et son Processus d'évaluation mutuelle qui vise à maintenir une croissance mondiale vigoureuse, durable et équilibrée.

### Quelles perspectives après la conférence OIT-FMI d'Oslo?

Bien que le FMI et l'OIT aient des mandats et des outils politiques différents, nous nous sommes réunis pour nous attaquer aux défis de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Ce processus a débuté avec la visite du Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, au

Conseil d'administration du BIT en mars 2009, et s'est poursuivi au fil des semaines et des mois alors que nous participions ensemble au Sommet sur les Objectifs du Millénaire pour le développement à New York, puis à la réunion du G20 à Séoul en novembre.

Le Directeur du FMI a également donné son accord pour s'adresser à la Conférence internationale du Travail l'an prochain. Mais la conférence d'Oslo nous a surtout démontré la nécessité de commencer à travailler en plus étroite collaboration sur des questions qui sont bien trop complexes pour n'être abordées que sous un seul angle.

Nous devons faire face à des inégalités croissantes, un secteur informel qui s'étend, des modèles de croissance pauvres en emploi, des gains de productivité et des salaires qui stagnent, une protection sociale de base inexistante, et bien d'autres carences. Notre réunion d'Oslo a contribué à déterminer quelles mesures devraient être prises pour ramener des millions de personnes vers le monde du travail. S'attaquer à la crise de l'emploi n'est pas seulement indispensable pour une véritable reprise économique mondiale, c'est aussi vital pour la cohésion sociale et la paix.

L'agenda de l'OIT pour le travail décent est une source de dignité personnelle. De stabilité des familles et des ménages. De paix dans la communauté. De confiance dans les gouvernements et les entreprises et de crédibilité



*Juan Somavia, Directeur général du BIT, et Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI*

générale des institutions qui régissent nos sociétés. Le travail est bien plus qu'un coût de production. La simple aspiration à avoir une chance égale d'obtenir un travail décent est en tête des priorités politiques, plébiscitée dans les enquêtes d'opinion.

Le défi consiste maintenant à entretenir le mouvement enclenché par la conférence d'Oslo. Le récent Sommet du G20 à Séoul a confirmé que la création d'emplois de qualité devait être au cœur de la reprise économique mondiale. J'exhorte le G20 à mettre en œuvre cet engagement et promet la pleine et entière coopération de l'OIT.

L'équité doit être la boussole qui nous guide hors de la crise. Les populations peuvent comprendre et accepter des choix difficiles si elles perçoivent que chacun prend sa part du fardeau. Les gouvernements ne devraient pas avoir à choisir entre les exigences des marchés financiers et les besoins de leurs citoyens. La stabilité financière et la stabilité sociale doivent aller de pair. Sinon, ce n'est pas seulement l'économie mondiale mais aussi la cohésion sociale qui sera en danger. ■



© M. Crozet/BIT

# L'état du travail

A photograph of a man in a dark denim jacket sitting on the ground, leaning against a metal guardrail. He has his head buried in his arms, suggesting a state of despair or exhaustion. The background shows green grass and a clear sky.

**D'une crise  
à l'autre?**

« PLUS LA RÉCESSION DU MARCHÉ DU TRAVAIL SE PROLONGERA, PLUS LES CHÔMEURS AURONT DU MAL À TROUVER UN NOUVEL EMPLOI »

**Un rapport publié en septembre par le département de la recherche du BIT affirme qu'une longue «récession du marché du travail» détériore les perspectives sociales de nombreux pays.**

L'étude intitulée *Rapport sur le travail dans le monde 2010: d'une crise à l'autre?* souligne que, après trois années de crise, l'économie mondiale renoue avec la croissance. Pourtant le rapport, rédigé par l'Institut international d'études sociales du BIT, avertit aussi que «de nouveaux nuages s'amoncellent à l'horizon de l'emploi».

L'étude indique que, si les politiques actuelles perdurent, le rétablissement de la situation de l'emploi à son niveau d'avant la crise sera reporté au-delà de 2015 pour les économies avancées, au lieu de 2013 comme cela avait été estimé l'an passé. Plus de huit millions de nouveaux emplois, précise-t-elle, sont nécessaires pour recouvrer les niveaux d'emploi d'avant la crise dans les seuls pays en développement.

«Plus la récession du marché du travail se prolongera, plus les chômeurs auront du mal à trouver un nouvel emploi», affirme le rapport du BIT. «Dans les 35 pays pour lesquels nous disposons d'informations, près de 40 pour cent des demandeurs d'emploi sont sans travail depuis plus d'un an et courent donc de véritables risques de démoralisation, de perte de l'estime de soi et de problèmes psychologiques.»

L'étude souligne l'urgence des appels lancés lors d'une récente conférence conjointe de l'OIT et du Fonds monétaire international (FMI) pour mettre la création d'emplois au cœur de la reprise économique et pour faire du plein emploi un objectif macroéconomique essentiel, au même titre que la maîtrise de l'inflation et qu'une politique budgétaire rigoureuse.

L'étude du BIT nous propose une triple approche pour sortir de la crise. La première dimension consiste à renforcer les politiques centrées sur l'emploi et à réduire les risques du chômage de longue durée. Ces politiques devraient intégrer des mesures ciblées pour soutenir les catégories les plus vulnérables de la population, une formation au service des besoins du redressement et une protection sociale orientée vers l'emploi. Des mesures de ce type ont été mises en œuvre avec succès dans différentes régions du monde et ne sont pas ruineuses pour les finances publiques.

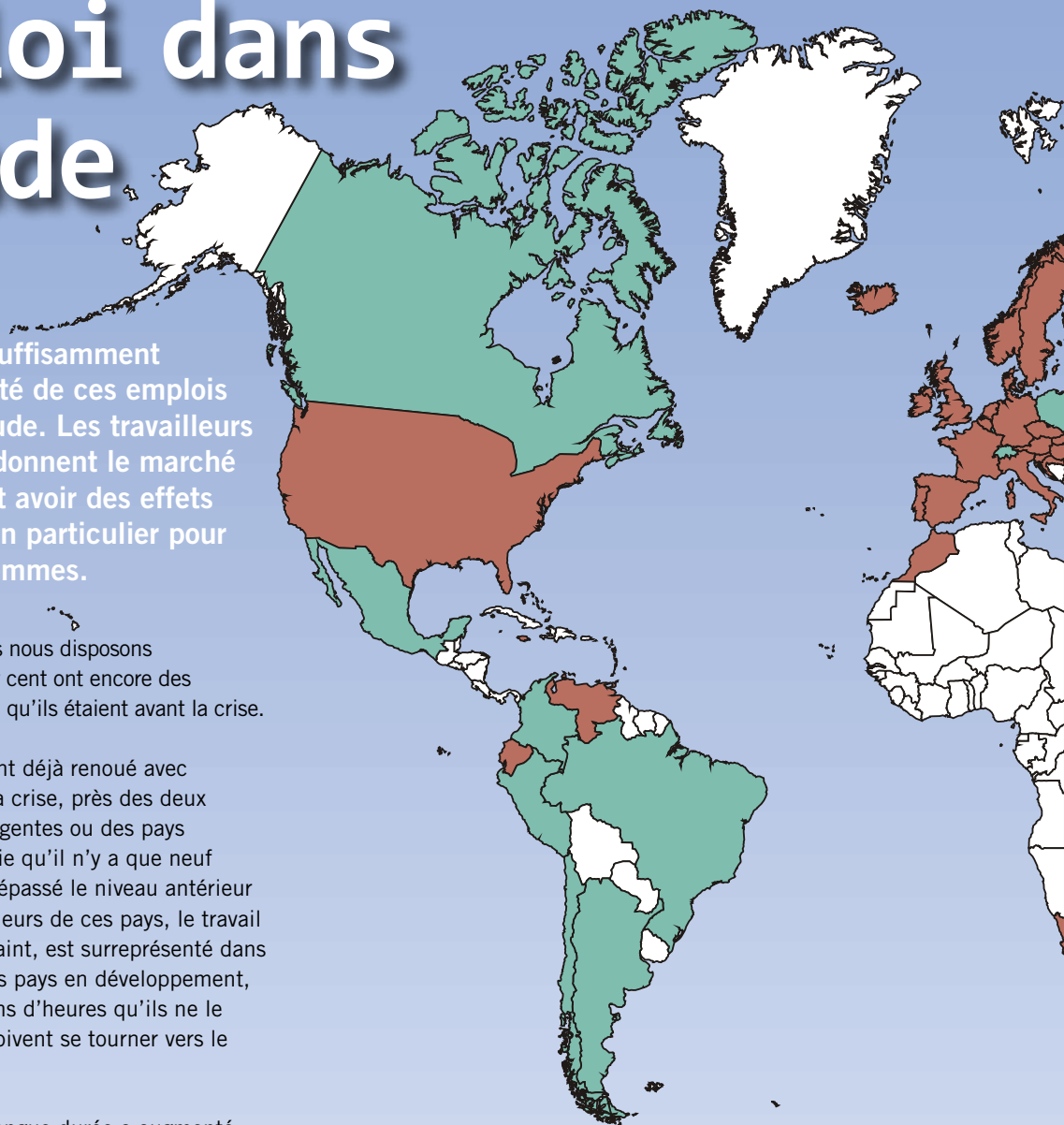
La deuxième option stratégique favorise un lien plus étroit entre salaires et gains de productivité. Cette mesure, comme le démontre l'étude, serait plus efficace pour soutenir la croissance dans l'ensemble des pays que la modification des taux de change.

La troisième dimension exige de conduire une réforme financière qui permette de réorienter l'épargne vers des investissements plus productifs et vers la création d'emplois plus stables. ■

# Tendances de l'emploi dans le monde

Le rapport montre que le redressement actuel de l'économie ne crée pas suffisamment d'emplois et que la qualité de ces emplois est une source d'inquiétude. Les travailleurs sont découragés et abandonnent le marché du travail, ce qui pourrait avoir des effets durables et désastreux, en particulier pour les jeunes, hommes et femmes.

- Parmi les 68 pays pour lesquels nous disposons d'informations, plus de 60 pour cent ont encore des niveaux d'emploi inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise.
- Dans le groupe des pays qui ont déjà renoué avec les niveaux d'emploi d'avant la crise, près des deux tiers sont des économies émergentes ou des pays en développement. Cela signifie qu'il n'y a que neuf économies avancées qui ont dépassé le niveau antérieur à la crise. En outre, dans plusieurs de ces pays, le travail à temps partiel, souvent contraint, est surreprésenté dans cette croissance. Dans certains pays en développement, les travailleurs effectuent moins d'heures qu'ils ne le souhaiteraient, et beaucoup doivent se tourner vers le travail informel.
- Le nombre des chômeurs de longue durée a augmenté dans presque tous les pays pour lesquels nous avons des données – et parfois de façon significative.



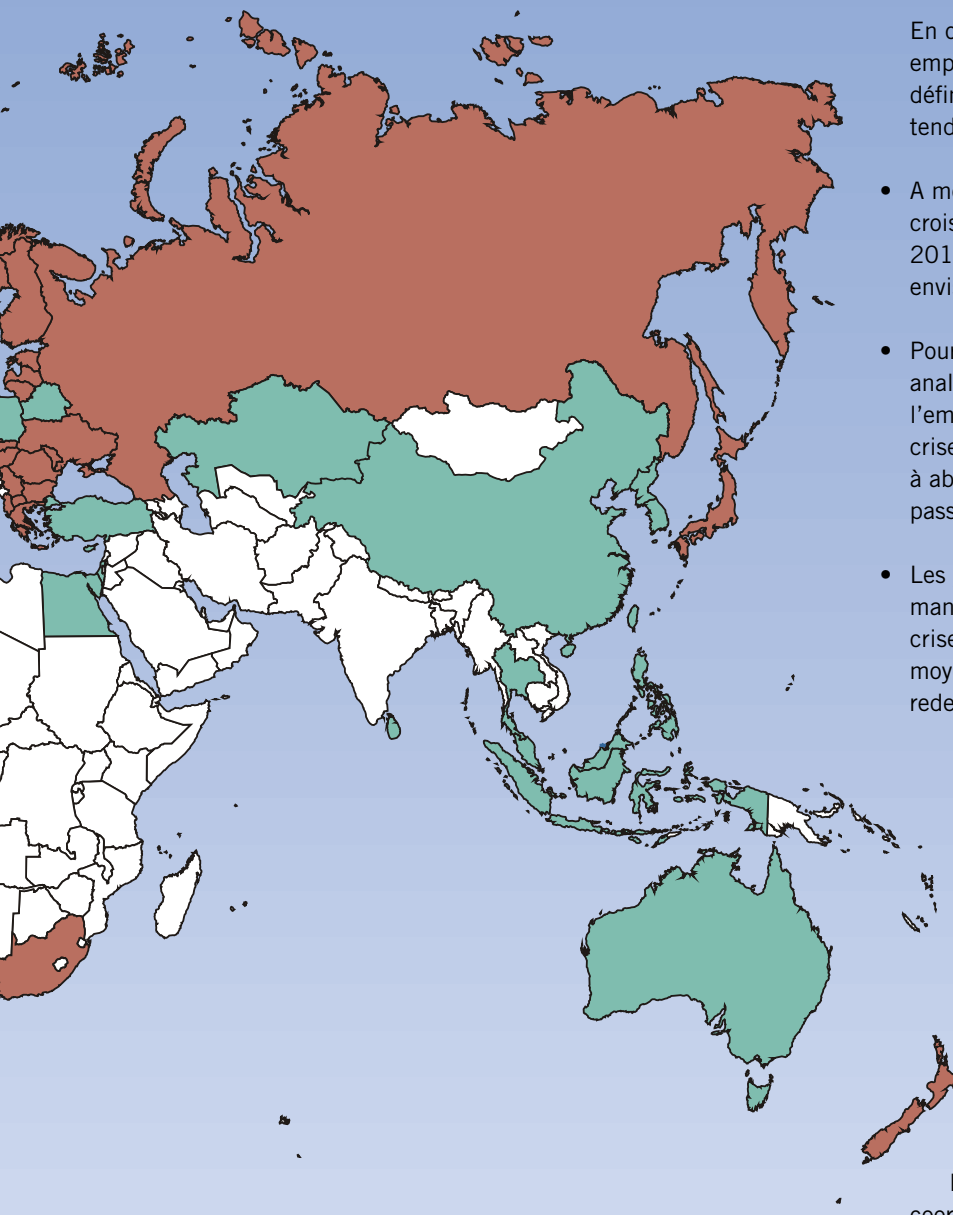
## PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE INFERIEUR

- Albanie
- Chine\*
- Equateur\*
- Egypte
- Indonésie
- Moldova, République de
- Maroc
- Philippines
- Sri Lanka
- Thaïlande
- Ukraine

## PAYS A REVENU INTERMEDIAIRE SUPERIEUR

- Argentine\*
- Bélarus
- Brésil\*
- Bulgarie
- Chili
- Colombie
- Jamaïque
- Kazakhstan
- Lettonie
- Lituanie
- Macédoine, Ex-République Yougoslave de
- Malaisie
- Maurice
- Mexique
- Pérou\*
- Pologne
- Roumanie
- Russie, Fédération de
- Serbie
- Afrique du Sud
- Turquie
- Venezuela, Rép. bolivarienne du

# Pays qui ont recouvré leur niveau d'emploi d'avant la crise



En outre, plus les chômeurs restent longtemps sans emploi, plus le risque que ces personnes quittent définitivement le marché du travail augmente – une tendance qui s'est déjà manifestée dans nombre de pays.

- A moyen terme, dans les économies avancées, la croissance de l'emploi devrait stagner tout au long de 2010, le retour au niveau d'avant la crise n'est pas envisagé avant 2015.
- Pour les économies émergentes et en développement analysées, une reprise en forme de V est attendue – avec l'emploi qui a rapidement retrouvé son niveau d'avant la crise au premier semestre 2010. Pourtant, le défi consiste à absorber les surplus de main-d'œuvre des années passées, ainsi que les nouveaux arrivants.
- Les jeunes, hommes et femmes, ont été affectés de manière disproportionnée depuis le déclenchement de la crise. Les expériences passées ont montré qu'il fallait en moyenne plus de 11 ans pour que le chômage des jeunes redescende au niveau précédant la crise.
- Le défi politique consiste à construire et garantir une reprise durable et intégratrice – une reprise riche en emplois, en termes de quantité et de qualité. L'analyse montre que les pays qui ont utilisé une approche inclusive pour promouvoir l'emploi sont ceux qui ont le mieux réussi. Il est également crucial de donner la priorité aux stratégies qui préviennent la sortie du marché du travail et évitent les solutions contreproductives comme les réformes du marché du travail mal conçues qui pourraient aggraver la contraction du marché du travail et créer un surcroît d'agitation sociale (voir l'article suivant). Qui plus est, il faut mener un effort coordonné pour garantir une demande globale suffisante et une croissance équilibrée (voir l'article intitulé *Planifier la reprise*). ■

## PAYS A HAUT REVENU

- |                      |                        |                     |
|----------------------|------------------------|---------------------|
| ■ Australie          | ■ Grèce                | ■ Norvège           |
| ■ Autriche           | ■ Hongrie              | ■ Portugal          |
| ■ Belgique           | ■ Islande              | ■ Singapour         |
| ■ Canada             | ■ Irlande              | ■ Slovaquie         |
| ■ Croatie            | ■ Israël               | ■ Slovénie          |
| ■ Chypre             | ■ Italie               | ■ Espagne           |
| ■ République Tchèque | ■ Japon                | ■ Suède             |
| ■ Danemark           | ■ Corée, République de | ■ Suisse            |
| ■ Estonie            | ■ Luxembourg           | ■ Trinité-et-Tobago |
| ■ Finlande           | ■ Malte                | ■ Royaume-Uni       |
| ■ France             | ■ Pays-Bas             | ■ Etats-Unis        |
| ■ Allemagne          | ■ Nouvelle-Zélande     |                     |

- Au-dessus des niveaux d'avant la crise
- En dessous des niveaux d'avant la crise
- Non communiqué

Notes: Cette analyse se fonde sur les dernières informations disponibles. Les données sont corrigées. \* Données en zones urbaines.

Source: L'analyse de l'IIES s'appuie sur la base de données des indicateurs à court terme de l'OIT.



# Suppressions d'emplois : une menace pour la cohésion sociale

**Le Rapport sur le travail dans le monde 2010 fait part de cas de troubles sociaux liés à la crise économique et financière dans au moins 25 pays – pour la plupart des économies avancées. Les suppressions d'emplois associées à des inégalités salariales qui se creusent peuvent constituer une menace pour la cohésion sociale. Reportage de Gary Humphreys, journaliste basé aux Etats-Unis.**

Pour le porte-parole de la Fédération européenne des syndicats des services publics (EPSU), Willem Goudriaan, il fait peu de doute que les programmes d'austérité instaurés dans de nombreux pays de l'Union européenne au lendemain de la crise économique et financière mondiale frappent les catégories les plus vulnérables de ces sociétés.

«Les gouvernements réduisent les dépenses publiques et font des économies sur les transferts sociaux et les services publics au moment même où de nombreux citoyens européens ont besoin d'aide», déclare M. Goudriaan, estimant que pas moins de 80 millions d'Européens sont menacés de pauvreté.

Les ménages à faible revenu ne sont pas les seuls groupes à être affectés par l'austérité budgétaire, mais les faits montrent qu'ils le sont de manière disproportionnée. «Les inégalités de revenus s'aggravent», constate Raymond Torres, directeur de l'Institut international d'études sociales (IIES) du Bureau international du Travail (BIT) et principal auteur du *Rapport sur le travail dans le monde 2010: d'une crise à l'autre?* Ce ne sont pas seulement les plus âgés et les moins qualifiés qui sont laissés à l'abandon. Il est de plus en plus évident que les jeunes sont touchés en masse. «Dans les pays pour lesquels nous avons des données, le chômage des jeunes est dorénavant



deux fois et demi plus élevé que celui des adultes», précise M. Torres.

Fait notoire, les jeunes – lycéens ou étudiants – sont de plus en plus présents dans les manifestations qui se déroulent en France où ils défilent aux côtés des travailleurs qui protestent contre la réforme des retraites proposée par le gouvernement. Pour Anne-Marie Perret, secrétaire fédérale du syndicat français Force Ouvrière-Fonctionnaires, la présence des étudiants français dans les rues n'est pas une surprise. «Ils n'aiment pas le chemin que nous prenons», dit-elle, soutenant que le débat engagé en France, entre le gouvernement et les travailleurs, dépasse largement le cadre de la réforme des retraites. «Les jeunes veulent savoir quel avenir leur est réservé. Pour le moment, il ne semble pas très engageant.»



Raymond Torres

© M. Crozet/BIT

### Les perceptions des inégalités portent préjudice à la cohésion sociale

Pour le chercheur du BIT Sameer Khatiwada, les perceptions de l'inégalité sont de bien des manières plus préjudiciables à la cohésion sociale que l'effondrement de l'économie lui-même: «Les données empiriques montrent que l'augmentation du chômage et le creusement des

inégalités de revenus sont des facteurs déterminants de l'agitation sociale», dit-il. L'une des caractéristiques de la crise actuelle est la perception très répandue que les gouvernements protègent les intérêts des riches au détriment de ceux des pauvres. «Des milliards sont allés aux banques et aux banquiers qui sont les responsables de la crise», ajoute M. Goudriaan de l'EPSU, argumentant que les inégalités sociales ont augmenté dans la plupart des pays de l'UE depuis les années 1990. «Je suis surpris qu'il n'y ait pas plus de colère», dit-il.

A ce jour, l'expression la plus évidente et donc la plus facile à quantifier du mécontentement social a été l'action revendicative. Selon M. Khatiwada, de telles actions ont été recensées dans plus de 25 pays depuis 2008. Le plus souvent, les gens ont protesté contre les mesures d'austérité imposées par les gouvernements. Nous ne disposons pas encore de données représentatives à l'échelle mondiale des grèves et des lock-out pour l'année 2009, mais les premières constatations montrent que les économies émergentes, notamment la Chine, l'Inde et des régions d'Amérique latine, ont enregistré une hausse du nombre de grèves et de lock-out.

Aux Etats-Unis, où la crise a semble-t-il commencé, au cœur des frustrations se trouve le soutien du gouvernement aux compagnies d'assurance et aux banques trop grandes pour faire faillite, ainsi que le manque de soutien ressenti par les propriétaires défaillants en particulier et par les gens ordinaires de façon générale. Une grande partie de cette frustration a été cristallisée par le «Tea party», un vaste rassemblement de conservateurs et d'indépendants qui ont organisé de multiples manifestations dans les villes américaines pour protester contre les mesures instituées par l'ancienne administration et poursuivies par l'équipe actuelle.

### Le modèle social sous pression en Europe

Pour le moment néanmoins, c'est en Europe, en particulier dans l'Est et au Sud, que le modèle social semble subir la plus forte pression. Beaucoup des économies de l'Est européen, qui avaient connu une croissance soutenue au début de la décennie, ont été les plus durement frappées, relève M. Khatiwada, citant l'exemple de la Lettonie. Les malheurs de l'économie lettone ont trait à l'effondrement des prix de l'immobilier ainsi qu'à l'échec flagrant des banques.



© M. Crozet/BIT



### Quelques enseignements importants de la nouvelle étude du BIT

- Des cas de troubles sociaux liés à la crise financière ont été rapportés dans au moins 25 pays – pour l'essentiel des économies avancées.
- Dans plus de trois quarts des 82 pays pour lesquels nous disposons d'informations, les perceptions individuelles de la qualité de vie et du niveau de vie se sont dégradées en 2009 par rapport aux mêmes données de 2006. La satisfaction au travail s'est fortement détériorée avec un sentiment d'injustice qui monte dans 46 pays sur 83.
- Les gens ont moins confiance dans leur gouvernement qu'avant la crise dans 36 pays sur 72.

Selon un rapport du FMI publié en septembre, le pays a connu une contraction cumulée de 25 pour cent de son économie en 2008 et 2009, la plus forte au monde. Confronté à la perspective de voir le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE) retirer leur soutien financier, le gouvernement letton a répondu en adoptant des coupes budgétaires équivalant à 6,2 pour cent de leur produit intérieur brut en juin. Tout cela constitue un passage politique difficile pour le Premier ministre Valdis Dombrovskis qui a dû affronter les plus grandes manifestations

jamais vues dans le pays depuis qu'il a conquis son indépendance vis-à-vis de l'Union soviétique.

La Grèce, elle aussi, lutte pour sa survie économique, ayant échappé de peu à la défaillance sur sa dette souveraine en mai dernier, après que le FMI et les autres pays de l'UE lui eurent accordé des prêts de sauvetage dans le cadre d'un plan triennal de 110 milliards d'euros. En retour, le gouvernement a été contraint d'imposer des mesures d'austérité, notamment une baisse des salaires dans la fonction publique, une réduction des pensions de retraite et la suppression des primes annuelles dans le secteur public qui représentent deux mois de salaire.

Début octobre, les fonctionnaires grecs ont organisé une grève de 24 heures, appelant à un changement de cap bien que le gouvernement grec n'ait alors fait aucune annonce concernant des licenciements parmi les employés du secteur public qui représentent un tiers des employés en Grèce. La fin octobre a été le théâtre d'autres grèves, cette fois dans les trains. Pendant ce temps, le projet de budget de l'Etat pour 2011 prévoyait un bond du taux de chômage de 11,6 pour cent cette année à 14,5 pour cent en 2011, voire 15 pour cent l'année suivante.

Il faudra encore voir quel sera l'effet de tout cela sur la cohésion sociale en Grèce mais, si l'on se fie au cas de la Lettonie, les analystes hésiteront à s'y référer d'une manière ou d'une autre. Parce qu'en Lettonie, malgré l'instauration de mesures d'austérité draconiennes, le Premier ministre



Valdis Dombrovskis a été reconduit à son poste suite aux élections d'octobre, avec un mandat considérablement élargi.

## Des résultats difficiles à prédire au plan social

Selon M. Khatiwada du BIT, ce qui s'est passé en Lettonie nous montre combien il est difficile de prévoir les résultats sociaux dans le climat économique actuel. «De bien des manières, les sociétés sont confrontées à des défis sans précédent, dit-il, ce qui rend difficile de prédire ce qui va se passer dans les deux années à venir.» Pour M. Khatiwada, toute solution à long terme devra en dernier recours s'accommoder d'une gestion sur le fil du rasoir des alternances entre emballement et effondrement (voir l'article sur la réforme politique), tout comme n'importe quelle analyse sensée de la situation à laquelle nous sommes confrontés ne peut être uniquement fondée sur les dernières statistiques concernant les grèves ou les lock-out. «Les effets à long terme du chômage et surtout du chômage de longue durée sur la cohésion sociale sont subtils et à bien des égards difficiles à quantifier», ajoute-t-il.

M. Torres approuve, soulignant cependant que d'importantes leçons peuvent être tirées de l'histoire. «Au cours des récessions passées, 40 pour cent des chômeurs ont abandonné le marché du travail en moyenne», dit-il, ajoutant: «Il existe vraiment un risque que les chômeurs soient découragés et quittent alors le marché du travail, minant ainsi la cohésion sociale.» ■

## Cohésion sociale: le paysage mondial

Aussi vivants soient les exemples cités, en quoi sont-ils représentatifs de grandes tendances mondiales? Et d'ailleurs quelles sont ces tendances? L'Economist Intelligence Unit (EIU) a tenté de répondre à cette question dès 2009 quand elle a entrepris une évaluation mondiale du risque, notant les pays de 0 à 4, 0 étant la plus faible probabilité de traverser une période d'agitation sociale et 4 étant la plus forte. L'analyse a pris en compte l'évolution politique, sociale et économique au lendemain de la crise financière et économique de 2008-09. Le résultat du rapport est que la plus grande partie du monde se situe à un niveau «moyen» ou «très élevé» de risque de troubles sociaux. Sur les 179 pays inclus dans l'étude, 62 sont notés comme courant un risque «élevé» ou «très élevé» d'agitation sociale et 64 autres comme exposés à un risque «moyen».

Les pays dans lesquels la population fait part de la plus faible satisfaction au travail et de la plus faible confiance dans son gouvernement sont aussi les pays ayant le plus fort risque de troubles sociaux. Les pays enregistrant les plus fortes disparités de revenus sont également considérés comme les plus menacés d'agitation sociale. Les données sur les inégalités de revenus pour 2009 ne sont pas encore disponibles, mais l'expérience passée montre que ces inégalités ont tendance à augmenter en période de crise; la première explication en est la chute des revenus des personnes situés dans les centiles les plus bas de la répartition des richesses. Seules des politiques sociales et du marché du travail efficaces, qui accordent une sorte de filet de sécurité aux ménages à faible revenu, peuvent atténuer la hausse des inégalités de revenus et prévenir une nouvelle détérioration du climat social.



# Planifier la reprise :

## Comment rééquilibrer

# la croissance et la demande mondiale

**Alors que les mesures de relance s'essouffent, de nombreux gouvernements ont fait le choix de la rigueur. Selon le *Rapport sur le travail dans le monde 2010* du BIT, cette approche ne permet pas non plus de s'attaquer aux facteurs qui sous-tendent l'instabilité économique mondiale. Reportage de Gary Humphreys.**

La chute est advenue soudainement, mais ce fut aussi le cas pour la riposte. Confrontées à l'écroulement complet des prêts interbancaires après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008, les banques centrales ont radicalement réduit leurs taux d'intérêt et apporté un soutien massif sous forme de garanties sur les prêts, d'injection de capitaux et, dans certains cas, de nationalisations. Ce fut une entreprise coûteuse.

«On estime que le renflouement du système financier mondial a coûté aux Etats-Unis et à l'Union européenne un total de 11,4 billions de dollars – soit un sixième du PIB mondial», a rappelé M. Torres, directeur de l'Institut international d'études sociales du BIT.

La manière dont le secteur bancaire a été secouru a fait l'objet de nombreuses critiques. Selon les termes employés par Vasailis Xenakis, secrétaire général en charge des affaires internationales du syndicat grec ADEDY: «Les banques ont créé le problème, mais ce sont les gens qui ont dû payer.» Mais ne rien faire du tout – laisser le système bancaire s'effondrer complètement et l'économie mondiale avec lui – aurait sans doute été pire pour tout le monde. «Sans ces politiques, il y avait un vrai risque de s'enfoncer dans une seconde Grande dépression», a précisé M. Torres.







▣ Le soutien des Etats n'était pas dirigé uniquement vers le secteur bancaire. Les gouvernements qui en avaient la possibilité ont baissé les impôts et/ou augmenté les dépenses publiques dans le cadre d'une relance qui s'est montée à 1,7 pour cent du PIB mondial en 2009 selon les chiffres de l'OIT. M. Torres a également incité les responsables politiques à ne pas recourir au protectionnisme. «Maintenir le flux des échanges commerciaux était d'une importance vitale, en particulier pour les économies en développement qui sont très dépendantes de leurs exportations pour alimenter leur croissance économique», a-t-il précisé, soulignant qu'environ 20 millions d'emplois avaient ainsi été sauvés ou créés<sup>1</sup> par la réponse politique qui, en étant le plus souvent centrée sur la stimulation de la demande, réduisait au moins partiellement l'impact social de la crise.

### De la relance à la rigueur

Mais au cours des dernières années les choses ont changé: les gouvernements ont changé de cap, passant de la relance à l'austérité budgétaire. Le changement de politique s'est produit très

rapidement. Le 23 avril, quand les ministres des finances du G20 se sont réunis à Washington, ils discutaient encore de la nécessité de relancer, mais le 5 juin la position du G20 a changé pour encourager «l'assainissement budgétaire»<sup>2</sup>. Entre ces deux dates, la Grèce a frôlé la défaillance sur sa dette souveraine. C'est ce qui s'est passé, ou qui a failli se passer, en Grèce qui a fait évoluer la teneur des discussions politiques mondiales.

Etait-ce souhaitable? «La réalité est que les Etats souverains ont besoin d'emprunter sur le marché des obligations et que les acheteurs d'obligations souveraines aiment savoir s'ils seront payés», explique Ekkehard Ernst, un chercheur du BIT, offrant une explication à cette réorientation politique. La solvabilité d'un pays est basée sur l'état de ses comptes; dès lors, la réduction des dépenses publiques peut abaisser le coût de l'emprunt. C'est ce qu'espère parvenir à faire la Grèce afin de conserver le soutien du FMI et de l'UE. Mais quel effet peut avoir la rigueur sur l'ensemble de l'économie d'un pays qui essaie de sortir de la récession? Quel effet a-t-elle sur la société?

<sup>1</sup> *Rapport sur le travail dans le monde 2009: la crise mondiale de l'emploi et l'après-crise*. Institut international d'études sociales, BIT, Genève, 2009.

<sup>2</sup> Communiqué des ministres des Finances et des gouverneurs de Banques centrales du G20, Busan, République de Corée, 5 juin 2010.

«Il existe un vrai risque que l'austérité budgétaire fragilise une reprise économique qui n'en est encore qu'à ses débuts», avertit M. Torres, soulignant que ce sont les pays développés qui ont été le plus gravement touchés par la récession. Un nombre sans précédent de travailleurs ont perdu leur emploi et, deux ans après la faillite de Lehman Brothers, les entreprises continuent de tourner au ralenti.

Selon les estimations de l'OCDE, le fossé entre les capacités et les résultats de production dans les pays de l'OCDE ne devrait pas se résorber avant 2015. Malheureusement, ce sont les pays qui luttent sur le plan économique – les pays qui ont le plus besoin de la relance – qui sont contraints de donner un brusque coup de frein afin de lever des fonds sur le marché des capitaux.

Le licenciement de travailleurs du secteur public, ou la baisse des remboursements sociaux, déprime la demande de consommation qui, à son tour, étrangle les entreprises déjà affaiblies par un crédit bancaire très serré (voir l'article sur «Réformer la finance»), mais c'est un argument très apprécié des prospectus sur les émissions d'obligations.

Confrontés à la baisse de la demande interne, de nombreux gouvernements misent sur les exportations pour sortir de la récession; les Etats-Unis en donnent un excellent exemple. Le Président Obama a fait de la croissance des exportations un thème central de son discours sur l'état de l'Union en janvier: il s'est engagé à doubler les exportations américaines dans les cinq prochaines années. Cela a marché par le passé. La Suède et la Finlande ont fait la même chose au début des années 1990 et la Thaïlande, la Malaisie et la Corée du Sud ont suivi l'exemple à la fin de la décennie.

Mais le monde a beaucoup changé depuis 1999, surtout en ce qui concerne la demande dans les pays développés. En fait, depuis un certain temps, les Etats-Unis ont davantage exporté vers les marchés émergents que vers les marchés développés, et pour stimuler davantage encore leurs exportations ils auront besoin des pays émergents, en particulier de la Chine, pour stimuler la demande intérieure. Les taux de change jouent un rôle important dans ce schéma et le débat qui se poursuit entre la Chine et les Etats-Unis sur la valeur du yuan en témoigne.

<sup>3</sup> Institut international d'études sociales, *Rapport sur le travail dans le monde 2008: les inégalités de revenu à l'heure de la mondialisation financière*, BIT, Genève, 2008; Joseph E. Stiglitz, *Wall Street's toxic message*, 2009; Raymond Torres, article à paraître dans la *Revue internationale du travail* 2010.

## Les leçons de la crise

Mais le fait de se concentrer sur les équilibres commerciaux ne nous empêche-t-il pas de tirer une leçon plus importante offerte par la crise? C'est ce que pense Raymond Torres du BIT.

«Il est impératif de réfléchir à des alternatives à cette croissance tirée par les exportations et de s'attaquer au problème de plus en plus crucial que sont les inégalités de revenus», dit-il, désignant la répartition de plus en plus inégalitaire des richesses dans les économies développées comme étant l'un des principaux facteurs d'instabilité de l'économie mondiale et un des facteurs décisifs de la crise de 2008. Aux Etats-Unis, le salaire réel médian a augmenté d'à peine 0,3 pour cent par an entre 2000 et 2006 (comparé aux gains de productivité de 2,5 pour cent par an) alors que la part des revenus qui revient aux 10 pour cent des ménages les plus riches a augmenté, note M. Torres, soulignant que le ratio de rémunération des cadres des 15 plus grandes sociétés américaines par rapport aux salaires moyens pratiqués dans l'ensemble du pays a bondi de 370 à 521 entre 2003 et 2007.

**IL EST IMPÉRATIF DE RÉFLÉCHIR À DES ALTERNATIVES À CETTE CROISSANCE TIRÉE PAR LES EXPORTATIONS ET DE S'ATTAQUER AU PROBLÈME DE PLUS EN PLUS CRUCIAL QUE SONT LES INÉGALITÉS DE REVENUS**

L'un des effets de ce déclin général des salaires est le recul de la demande interne – un phénomène que connaissent les économies émergentes comme les économies avancées. Cependant, en raison des réglementations laxistes sur le crédit dans certaines économies avancées, surtout aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne et en Irlande, en dépit de revenus réels qui stagnent, les ménages pouvaient continuer d'acheter des biens durables en empruntant<sup>3</sup>. C'est l'endettement qui a nourri la demande intérieure aux Etats-Unis jusqu'à ce que les limites du crédit soient atteintes et que les remboursements commencent à faire défaut. Une dynamique comparable était à l'œuvre au niveau macroéconomique. Comme le dit Raymond Torres: «Pendant un certain temps, les surplus





➤ générés par les économies émergentes fondées sur les exportations comme la Chine ont financé la croissance tirée par l'endettement dans les autres pays mais, en fin de compte, l'incapacité des débiteurs à financer leur emprunt s'est révélée intenable.»

### Rémunérer les salariés au juste prix

Si les salaires avaient été le reflet fidèle des gains de productivité, il n'y aurait peut-être pas eu besoin de l'endettement privé ni des subventions publiques pour soutenir les ménages à faible revenu grâce aux prestations accordées par l'employeur, à l'impôt négatif et à d'autres politiques du même genre. Nul besoin de le dire, l'alignement des salaires sur la productivité n'a pas été au centre des discussions

du G20 ou de l'Organisation mondiale du commerce sur la reprise et les moyens d'y parvenir.

Les institutions du marché du travail vont devoir se faire entendre pour mettre cette idée à l'ordre du jour. Non pas qu'elles ne crient pas déjà. Les grévistes qui défilent dans les rues d'Athènes, de Madrid ou de Paris ont appelé à une pause dans la suspension des prestations sociales au nom de la rigueur, mais on n'a pas beaucoup progressé sur le chemin d'une discussion consacrée au lien entre productivité et rémunération.

Dit simplement, rémunérer les gens à leur juste valeur pourrait contribuer à supprimer un peu d'instabilité dans cette économie mondialisée en stimulant la demande globale. L'une des initiatives qui semblent fonctionner est la loi chinoise sur les contrats de travail qui est entrée en vigueur en 2008: elle a renforcé les droits des travailleurs et a libéré les revendications, jusque-là contenues, pour une amélioration des salaires et des conditions de travail, pour rattraper le retard pris pendant la période précédente de croissance économique.

On peut faire davantage encore. Selon une récente étude du McKinsey Global Institute, en Chine, une expansion prudente des régimes publics de retraite et d'assurance santé augmenterait la part de la consommation dans le PIB chinois de 0,2 à 1,1 pour cent d'ici à 2025<sup>4</sup>. Cela contribuerait à faire de la demande intérieure un moteur plus puissant de la croissance économique du pays et offrirait ainsi des débouchés aux partenaires commerciaux de la Chine.

Bien sûr, les déséquilibres commerciaux ne sont qu'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Dans les dix années à venir, la population en âge de travailler de l'Europe occidentale devrait commencer à se contracter d'environ 0,3 pour cent par an. Au Japon, ce chiffre approchera 0,7 pour cent par an. Même l'Amérique, qui a une croissance démographique plus soutenue, va voir l'augmentation de la population en âge de travailler ralentir à environ 3 pour cent, ce qui représente moins du tiers de la moyenne de l'après-guerre.

Apparemment, ces tendances présentent un aspect positif – moins de travailleurs en concurrence pour les mêmes emplois. Mais en réalité elles signifient un fardeau plus lourd pour les programmes d'aide sociale et de soins de santé. Le débat relance contre rigueur fait rage. Pour M. Xenakis de l'AEDDY, le débat politique doit être élargi pour inclure d'autres questions que celles qu'abordent les prospectus d'émission. «Il s'agit de décider dans quel modèle social nous voulons vivre», dit-il, «c'est là que la discussion devrait commencer.» ■

<sup>4</sup> McKinsey Global Institute, *Beating the recession*, 2009.



# Une reprise en dents de scie pour les marchés financiers

## Réformer le secteur de la finance

Le dernier *Rapport sur le travail dans le monde* du BIT aborde aussi la question de la réforme du secteur financier et des bienfaits qu'une telle réforme pourrait avoir pour l'économie réelle, les entreprises, les travailleurs et leurs familles. Malgré le soutien financier massif apporté aux institutions financières au lendemain de la crise, le flux du crédit nécessaire pour appuyer la reprise tarde à se concrétiser. Et de plus gros problèmes pointent à l'horizon, comme le raconte Gary Humphreys.

Pour Jeegar Kakkad, économiste principal à l'EEF, un organe représentatif du secteur industriel britannique, regarder le crédit bancaire dégeler lentement suite au crash a été une frustration. «Malgré toutes les discussions sur la façon d'amener les banques à prêter davantage, nous n'avons guère vu de changement, ni dans les conditions ni dans les montants des prêts qui ont été accordés depuis 2008», constate-t-il. L'EEF a observé les conditions de crédit faites aux entreprises manufacturières sur une base trimestrielle depuis le quatrième trimestre 2007, et la dernière étude n'a pas révélé d'évolution significative des conditions de prêts aux entreprises.

C'est une situation que connaissent beaucoup de pays du monde développé. «Le crédit a commencé à se raréfier dans les économies avancées à partir du

➤ second semestre 2009», rappelle Ekkehard Ernst, économiste principal au BIT. «Cette tendance ne s'est pas encore inversée, même si elle a commencé à s'infléchir depuis le début de l'année.» Les économies émergentes n'ont pas été aussi affectées, explique Ernst, en partie parce que leurs banques étaient moins liées aux banques américaines exposées sur le marché des crédits hypothécaires à risque, largement considéré comme l'œil du cyclone qui a éclaté en septembre 2008.

Compte tenu de l'importance du secteur privé pour le redressement de l'économie mondiale, la paralysie

du crédit est un problème considérable. «Le prêt bancaire est vital pour huiler les rouages de la reprise économique», affirme Stephan Alambritis, porte-parole en chef de la Fédération britannique des petites entreprises, le plus important groupe de pression du Royaume-Uni pour la promotion et la protection des intérêts des entrepreneurs individuels et des propriétaires de petites entreprises. «Si les entreprises n'arrivent pas à obtenir de prêts, elles diffèrent leur investissement et reportent d'autant les embauches.»

### Les banques ne sont pas les seules à blâmer

Mais les banques ne sont pas à blâmer entièrement. «Les encours de crédit dépendent de la demande comme de l'offre», déclare Stephen Cecchetti, conseiller économique et chef du département économique et monétaire de la banque BIS, signalant que les consommateurs et les entrepreneurs ont tendance à rembourser leurs dettes plutôt que d'en accumuler davantage au lendemain de la crise.

Ce point de vue est soutenu par l'économiste du FMI Prakash Kannan qui a récemment publié une étude portant sur 83 récessions dans 21 pays depuis 1970: il a constaté que les récessions qui suivent des crises financières se caractérisent par une croissance molle du crédit, contrairement aux récessions «classiques» où la demande tend à redémarrer plus vite.

Les banques aussi essaient de remettre de l'ordre dans leurs finances, luttant pour rétablir leurs bilans endommagés par la crise, ou elles sont contraintes à le faire par les régulateurs. A noter sur le front de la régulation la loi dite «Dodd-Frank» conçue pour resserrer le contrôle du secteur financier et qui fut adoptée par le Congrès américain en juillet. De nouvelles règles sont également apparues en septembre en Suisse où le Comité de Bâle des contrôleurs bancaires internationaux est parvenu à un accord – dénommé Bâle III – sur de nouvelles exigences en matière de liquidités et de fonds propres. Les règles de Bâle III obligent les banques mondiales à détenir des fonds propres équivalant au moins à 7 pour cent de leurs actifs à risque contre 2 pour cent à l'heure actuelle.

Jusqu'à présent la réponse à Bâle III a été contrastée, avec des critiques virulentes notamment du gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, argumentant que cela ne résolvait pas le problème du risque systémique lié à d'autres questions comme le manque de transparence du marché interbancaire ou les garanties implicites des Etats pour les banques considérées comme



trop grandes pour faire faillite. Usant de l'argument inverse, des banquiers ont exprimé leur inquiétude de voir Bâle III freiner le crédit, une position soutenue par l'Institut de la finance internationale (qui représente les plus grandes banques commerciales et d'investissement au monde) qui a récemment analysé que cette réglementation pourrait contracter la croissance économique de 0,5 pour cent par an en Amérique, de 0,9 pour cent dans la zone euro et de 0,4 pour cent au Japon en cinq ans.

### Peu de tentatives pour corriger les défauts du système

Mais, au-delà de Dodd-Frank et Bâle III, il y a eu particulièrement peu de tentatives pour corriger les défauts systémiques qui ont éclaté au grand jour en 2008. La réunion du G20 qui s'est déroulée en juin à Toronto, par exemple, n'a pu engendrer aucune forme de régulation plus stricte; il y a même eu une résistance active à l'établissement d'une taxe bancaire pour faire payer au secteur bancaire le coût de la remise en ordre après la crise. La Commission européenne, elle aussi, n'est pas allée plus loin que de simples projets de taxe sur les activités bancaires qui pourrait alimenter une caisse de stabilisation et de renforcement de la surveillance des activités des marchés financiers.

Pendant ce temps, le FMI s'est lui-même limité à plaider en faveur d'une régulation renforcée. La résistance à la réforme demeure solide. «Même en Europe, où nous sommes habituellement plus favorables à la régulation, les réformes se sont limitées à des questions subsidiaires comme une législation pour plafonner ou taxer les bonus. Sur les grandes questions comme l'interdiction de certains types d'instruments financiers, la coordination au niveau européen n'a rien donné pour le moment», explique M. Ernst du BIT.

Pour M. Ernst, l'absence de réponse coordonnée à l'évidente fragilité du système bancaire mondial est un énorme problème. «Les réformes régulatrices doivent se produire à la fois au niveau interne et international afin d'éviter que les banquiers ne s'engagent dans un arbitrage en matière de régulation – sélectionnant les régimes dotés de la réglementation la moins stricte.» L'interconnexion totale des marchés impose qu'un cadre réglementaire global soit adopté.

«Le fait qu'un choc qui a son origine dans un petit secteur de l'immobilier ait suffi pour provoquer la dislocation de tout le système

financier mondial devrait tirer la sonnette d'alarme pour les banquiers et les personnes chargées de les surveiller», ajoute M. Ernst, arguant que sans un effort international concerté pour endiguer le risque systémique, y compris l'opacité des opérations de marché et les incitations à prendre des risques inconsidérés par les acteurs de la finance, nous continuerons de subir le même type de crises.

### Un véritable problème d'aléa moral

En outre, en renflouant les banques sans mettre en œuvre de profondes réformes, un véritable problème d'aléa moral s'est constitué, parce que le soutien implicite des Etats va tout simplement inciter les banques à continuer de prendre des risques.

«Aucune des propositions actuellement discutées n'est une formule magique», ajoute M. Ernst. Une taxe sur les activités financières pourrait relâcher un peu la pression sur le marché, alors que les revenus générés par une telle taxe pourraient être utilisés comme bouclier contre les futures crises financières, mais ces mesures ne s'attaquent pas en profondeur aux problèmes.

Ces problèmes vont très loin, touchant à la raison d'être des banques et à leur place dans l'économie globale. «Nous devons nous demander à quoi servent les banques», déclare Raymond Torres, directeur de l'Institut international d'études sociales. «Nous parlons des profits d'aujourd'hui qui seront les investissements de demain et les emplois d'après-demain, mais en réalité une grande partie des profits du secteur bancaire reste dans le système et les profits enflent toujours plus.» En effet, la part du secteur financier dans le total des profits du secteur privé a atteint 42 pour cent avant la crise, soit 25 pour cent au-dessus de son niveau du début des années 80.

Les banquiers eux-mêmes seraient conscients qu'une période d'introspection est à l'ordre du jour, c'est ce qu'a soutenu récemment Mervyn King, dans un discours prononcé devant un auditoire de financiers lors d'un rassemblement organisé par *The Economist* à New York. Le Gouverneur de la Banque d'Angleterre a affirmé que de toutes les manières de régir l'activité bancaire, «la pire est celle que nous avons aujourd'hui». Il a poursuivi pour dire que même si la communauté est décidée à la corriger, toute réforme devrait être basée sur le principe du pollueur-payeur – les personnes qui bénéficient de la prise de risque doivent aussi en assumer les conséquences. ■



# Hausse record du chômage mondial des jeunes

«Le chômage mondial des jeunes a atteint son plus haut niveau jamais enregistré et devrait continuer d'augmenter tout au long de 2010», affirme un nouveau rapport du BIT publié à l'occasion du lancement par l'ONU de l'Année internationale de la jeunesse, le 12 août.

Le rapport du BIT sur *Les tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2010* précise que sur 620 millions de jeunes économiquement actifs, âgés de 15 à 24 ans, 81 millions étaient sans emploi à la fin de 2009 – le plus haut chiffre jamais atteint. C'est 7,8 millions de plus qu'en 2007. Le taux de chômage des jeunes est passé de 11,9 pour cent en 2007 à 13 pour cent en 2009.

Il ajoute que ces tendances auront de «lourdes conséquences pour les jeunes puisque les futures

cohortes de nouveaux arrivants sur le marché du travail iront grossir les rangs de ceux qui sont déjà chômeurs»; il avertit que «la crise risque de nous léguer une 'génération perdue', formée de jeunes qui ont abandonné le marché du travail, ayant perdu tout espoir de pouvoir travailler pour gagner décemment leur vie».

Selon les prévisions du BIT, le taux de chômage mondial des jeunes devrait poursuivre sa hausse en 2010 jusqu'à 13,1 pour cent, suivie d'une légère

décrite à 12,7 pour cent en 2011. Le rapport souligne également que les taux de chômage des jeunes se sont révélés plus sensibles à la crise que ceux des adultes et que la reprise du marché du travail pour les jeunes hommes et femmes devrait être plus lente que celle des adultes.

Le rapport indique que, dans les pays développés et les économies émergentes, l'impact de la crise sur la jeunesse se fait essentiellement sentir en termes de hausse du chômage et de troubles sociaux qui vont de pair avec le découragement et l'oisiveté prolongée.

Le rapport du BIT relève également que dans les économies en développement, où vivent près de 90 pour cent des jeunes, la jeunesse est plus vulnérable en termes de sous-emploi et de pauvreté. Selon le rapport, dans les pays à faible revenu, l'impact de la crise se traduit surtout par une réduction du temps de travail et des salaires pour le petit nombre conservant un emploi salarié et par une hausse de l'emploi vulnérable dans une économie informelle «de plus en plus pléthorique».

Le rapport estime que 152 millions de jeunes, soit 28 pour cent de tous les jeunes travailleurs dans le monde, bien que travaillant, vivent encore dans l'extrême pauvreté, dans des foyers gagnant moins de 1,25 dollar par personne et par jour en 2008.

«Dans les pays en développement, la crise régit la vie quotidienne des plus pauvres», a déclaré le Directeur général du BIT Juan Somavia. «Les effets de la crise économique et financière menacent d'aggraver les déficits de travail décent préexistants chez les jeunes; avec pour résultat une augmentation du nombre de jeunes travailleurs englués dans la pauvreté et la prolongation, pour une génération au moins, du cycle de la pauvreté au travail.»



Le rapport considère la crise comme une occasion de réévaluer les stratégies pour traiter les lourds handicaps auxquels les jeunes sont confrontés en entrant sur le marché du travail. Priorité doit être donnée à des stratégies globales et intégrées qui combinent des politiques d'éducation et de formation avec des politiques de l'emploi spécialement destinées aux jeunes. ■

## Passage du flambeau: les entreprises transmettent l'esprit d'entreprise à la nouvelle génération



Alors que la crise du chômage des jeunes s'aggrave, des entreprises créent des milliers d'emplois en aidant de jeunes gens à créer leur propre affaire. Voici quelques exemples d'intégration des jeunes dans une économie qui n'avait peut-être pas de place pour eux.

**Youth Business International (YBI)**, fondé par l'International Business Leaders Forum en 2000, est aujourd'hui opérationnel dans 38 pays. Mettant l'accent sur l'éducation et le tutorat, YBI finance régulièrement des projets prometteurs qui n'ont pas trouvé de financement. Selon son site web, le

groupe a accordé des prêts à plus de 8500 entrepreneurs en 2009 et se donne pour objectif d'en aider 100 000 par an d'ici à 2020.

En plus de ces initiatives entrepreneuriales directement financées par des entreprises, certains programmes ont rencontré le succès sous forme de coopératives. Fondé en avril 2009, le projet du BIT intitulé **YES JUMP (Appui à l'emploi des jeunes – Des emplois pour les jeunes chômeurs marginalisés)** est un projet de coopération technique de lutte contre la pauvreté, opérant au Kenya et au Zimbabwe. En partenariat avec COOP Africa, le fonds YES JUMP-COOP a lancé un appel à propositions dans les deux pays. YES JUMP est l'un des 29 projets de coopération technique de l'OIT qui comporte une dimension d'entrepreneuriat des jeunes. Un grand nombre de ces projets ont démarré depuis le début de la crise financière et la plupart offrent des services d'éducation,

de tutorat et de réseautage. En outre, ils ont aussi beaucoup aidé les entreprises à développer leurs pratiques managériales pendant les premières années, réduisant le taux élevé de faillite qui est le lot des nouvelles entreprises.

Fondé par la société Shell UK Ltd en 1982, **Shell LiveWIRE** est un programme d'investissement social financé par Shell Oil et des partenaires régionaux. Figurant parmi les principales initiatives institutionnelles en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, il gère des programmes gratuits en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique du Sud; il met l'accent sur l'éducation à l'entrepreneuriat et propose des tuteurs aux créateurs d'entreprise. Un récent document de travail du BIT révèle que Shell LiveWIRE a joué un rôle dans le démarrage de 100 000 nouvelles entreprises, qui ont créé en moyenne 3 à 4 emplois chacune.

# Articles généraux

## Inondations dévastatrices au Pakistan

### Des vies et des moyens de subsistance à reconstruire

A travers la pluie battante, Sher Hassan regardait impuissant l'inondation approcher de sa maison. Horrifié et paniqué, sans une minute à perdre, le jeune homme de 24 ans a réussi à emmener sa vieille mère, ses cinq sœurs et son jeune frère à l'étage. En une heure seulement, sa maison située dans le village de Masma était submergée sous deux mètres d'eau.

Trois jours plus tard, alors que les eaux se retiraient, M. Hassan a réalisé avec consternation que sa maison, comme celle de ses voisins, avait été complètement détruite. La famille était anéantie parce qu'elle avait perdu non seulement sa maison mais aussi tout ce qu'elle possédait, y compris les dots patiemment épargnées pour les cinq sœurs.

Pendant les mois de juillet et août – la saison annuelle de la mousson –, le Pakistan a connu des

inondations aux dimensions bibliques résultant des pluies diluviennes qui se sont abattues sur les montagnes du Nord. Masma, situé dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, au nord-ouest du Pakistan, figure parmi les innombrables villages qui ont subi les crues de plein fouet. Au plus fort de l'inondation, les flots ont atteint les quatre provinces du Pakistan. Plus de 1 200 personnes sont mortes et 20 millions de personnes ont été affectées par la catastrophe.

L'OIT estime qu'au moins 1,8 million de maisons ont été endommagées ou détruites et plus de 5,3 millions de personnes ont perdu leur emploi ou vu leurs revenus menacés. Selon la Banque asiatique de développement, il faudra sans doute deux ans pour que le cycle agricole revienne à la normale.



Suite aux inondations, l'OIT a immédiatement mobilisé ses ressources internes et lancé des projets «Argent contre travail» dans les districts de Peshawar et Nowshera afin de créer 3 200 journées de travail pour les communautés ravagées par les inondations. Le programme Argent contre travail bénéficie tout particulièrement aux femmes, aux hommes et aux personnes handicapées en les aidant à restaurer les infrastructures indispensables – reconstruction des maisons, réparation des routes et des lieux de travail.

«Le projet Argent contre travail a été lancé pour procurer rapidement des possibilités d'emploi dans les zones sinistrées», a déclaré M. Donglin Li, directeur du Bureau de l'OIT pour le Pakistan. «Ce projet n'apporte pas seulement un revenu aux personnes affectées, il aide aussi les individus à reconstruire leur maison et à reconstituer des moyens de subsistance.» Il a ajouté que, pendant la période initiale des secours d'urgence, le projet a aussi mobilisé les jeunes dont les vies ont été dévastées par la catastrophe pour nettoyer et désinfecter les abris temporaires mis sur pied pour ceux qui ont perdu leurs maisons.

Grâce aux ressources de l'OIT, les eaux et les débris ont été évacués, les maisons rénovées et des pesticides antimoustiques pulvérisés au sein des communautés les plus durement touchées. Par la suite, les activités ont été étendues à de nouveaux districts, créant des emplois temporaires pour de nombreuses autres personnes. Forte de ce premier succès, l'OIT a reçu une donation de 200 000 dollars de la part du Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU pour mettre en œuvre les activités Argent contre travail dans d'autres régions sérieusement affectées par les inondations, ce qui contribuera à créer 43 200 journées de travail pour les hommes et les femmes.

### La maison de Sher Hassan figure parmi celles qui sont restaurées

L'OIT a également initié un programme pour former les jeunes gens aux qualifications qui seront les plus demandées pendant le vaste processus de reconstruction à venir.

La formation de 300 jeunes hommes est prévue ou en cours à Peshawar, Nowshera et Charsadda, dans les domaines suivants: maçonnerie, charpenterie, soudure, réparations électriques. En outre, le gouvernement canadien finance un projet de promotion de l'égalité entre hommes et femmes et du travail décent qui va permettre de dispenser une formation qualifiante à 1 300 filles et femmes,



© PHOTO BIT

augmentant ainsi leurs chances de trouver un emploi. Dans le même temps, le projet de l'OIT sur les médias (financé par le gouvernement norvégien) a aidé les médias pakistanais locaux à montrer comment les inondations pouvaient affecter le travail des enfants, ainsi que les stratégies qui visent à l'éliminer.

Les interventions Argent contre travail sont mises en œuvre par l'intermédiaire des mandants de l'OIT (gouvernement, organisations d'employeurs et de travailleurs) et des groupes de la société civile. En plus des programmes de secours à grande échelle, des dons en espèces continuent d'arriver de la part du personnel local ou international de l'OIT. Cet argent a été utilisé pour acheter quelques-uns des produits quotidiens qui manquent le plus, alimentaires ou non. Ils ont été distribués parmi les communautés les plus affectées dans les districts de Sukkar, Peshawar, Nowshera et Multan lors de cérémonies auxquelles assistaient M. Tariq Iqbal Puri, ministre fédéral du Travail et de la Main-d'œuvre, M. Haji Muhammad Javed, président de la Fédération des employeurs du Pakistan, et M. Khurshid Ahmad, secrétaire général de la Fédération des travailleurs pakistanais. ■

*Saifullah Chaudhry, chargé de programme au Bureau de l'OIT à Islamabad, nous envoie ce reportage depuis Peshawar.*

*Après le séisme qui a dévasté le Pakistan en août dernier, affectant quelque 20 millions de personnes et coûtant des millions d'emplois et de moyens de survie, l'OIT travaille main dans la main avec les autorités locales pour aider les populations des zones les plus touchées à reconstruire leur vie. Dans les districts de Nowshera, Peshawar et Sukkur, les programmes «Argent contre travail» sont axés sur la réparation des infrastructures vitales et permettent de réinjecter de l'argent liquide dans l'économie locale tout en aidant la population à se remettre au travail et à se prendre en charge.*



© M. Crozet/BIT

# Comment TREE a changé la vie d'un jeune homme



Le programme de formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales du BIT (TREE en anglais) est une plateforme reconnue qui aide les travailleurs des économies encore largement informelles à acquérir les compétences et les capacités nécessaires à la création de revenus supplémentaires. En établissant un lien direct entre la formation et le potentiel économique déterminé par la communauté, les programmes TREE garantissent que les compétences transmises seront utiles.

R. Sivapragasam, spécialiste principal en formation au Bureau de l'OIT à Colombo nous envoie ce reportage du Sri Lanka.



Thangavel Nadesaseelan, 17 ans, vient d'un village reculé, Panchenai, dans le district de Batticola, au Sri Lanka. Sa mère est morte quand il avait deux ans; son père s'est remarié et a laissé sa jeune famille se débrouiller toute seule. Seelan, comme l'appellent ses amis, et sa sœur aînée sont restés vivre chez leurs grands-parents maternels et leur tante veuve.

Comme souvent en pareil cas, Seelan est allé à l'école du village jusqu'en quatrième mais il a abandonné sa scolarité à l'âge de 14 ans pour travailler parce qu'il n'y avait aucun autre soutien de famille.

Compte tenu de son éducation limitée, ses chances de trouver un emploi étaient relativement réduites. Afin de subvenir aux besoins vitaux de sa famille, Seelan travaillait dans les rizières pendant la saison agricole et, le reste de l'année, dans la construction de routes ou dans n'importe quel emploi qu'il pouvait trouver. A la mort de sa grand-mère, Seelan a dû assumer encore plus de responsabilités parce que son grand-père était trop âgé pour travailler et que sa tante perdait la vue.

Malgré ces difficultés, Seelan a pu donner sa sœur en mariage et continuer à vivre avec son grand-père et sa tante dans une petite hutte qu'ils avaient construite.





L'année 2007 a marqué une période difficile dans la vie de Seelan, parce que la guerre civile entre le mouvement des Tigres de libération de l'Eelam-tamoul (LTTE) et les forces gouvernementales a connu une escalade dans l'Est du Sri Lanka. Seelan et sa famille ont dû quitter leur village pour aller vivre dans un camp. Ils ont dû tout abandonner derrière eux et quand ils sont rentrés après la guerre, il ne leur restait plus que la terre dont ils étaient propriétaires. Pour Seelan, la lutte pour la survie a donc repris. Une fois réinstallés dans leur village d'origine, Seelan a réussi à bâtir une petite hutte grâce à l'aide apportée aux familles réinstallées par le gouvernement et les autres agences humanitaires; il a ensuite recommencé à effectuer des travaux non qualifiés.

Quand l'Initiative de coordination du redressement ICR-phase II a démarré dans le district de Batticola en juillet 2009, le village de Seelan, Panchenai, a été choisi comme lieu d'intervention. Une évaluation des besoins a été menée dans chacun des six lieux de projets afin d'identifier les domaines qui allaient recruter à l'avenir. Il est apparu qu'il y avait besoin de mécaniciens de machines agricoles et de réparateurs de motocyclettes. C'est pourquoi une formation dans ces domaines a été proposée aux jeunes des différents villages, par le biais du centre de formation professionnelle St-John et de l'autorité en charge de la formation professionnelle.

L'Initiative de coordination du redressement ICR-phase II était une initiative conjointe des Nations Unies, dans laquelle l'OIT, l'Organisation pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ont joué un rôle éminent pour la mise en œuvre du projet,

alors que le Programme alimentaire mondial (PAM), et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) jouaient un rôle complémentaire, participant au processus de réinstallation et distribuant de la nourriture aux communautés réinstallées. La responsabilité de l'assistance aux familles réinstallées en matière de

formation professionnelle et de développement des entreprises incombe à l'OIT, qui a une nouvelle fois eu recours avec succès à la méthode TREE (formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales): elle a ainsi pu aider au lancement d'activités de subsistance pour ces communautés réinstallées.

Seelan compte parmi les sept jeunes hommes sélectionnés à Panchenai. Les premiers groupes de discussion ont été consacrés aux moyens de participer à la formation et de la terminer avec succès. Comme pour Seelan, le principal problème rencontré par la plupart de ces jeunes était de laisser derrière eux leur famille pour suivre la formation parce qu'ils étaient les principaux soutiens de famille. Un autre problème avait trait aux trajets quotidiens pour se rendre sur le lieu de formation. Prenant en considération ces préoccupations, l'OIT a décidé de les inscrire pour des cours résidentiels de formation pendant trois mois au centre de formation professionnelle St-John à Batticola.

L'OIT a aussi passé un accord avec le PAM pour intégrer ces stagiaires dans leur programme «Vivres contre formation», leur permettant de suivre la formation pendant que leur famille était prise en charge par le PAM. Le Bureau de terrain du PAM à Batticola a soutenu avec enthousiasme ce dispositif et a distribué des rations sèches aux familles des stagiaires pendant toute la durée de la formation. En outre, l'ensemble du soutien logistique a été

## ARMÉ DE SES NOUVELLES COMPÉTENCES ET DE SA FORMATION, SEELAM EST CONFiant ET PENSE POUVOIR FAIRE DE SES RÊVES UNE RÉALITÉ

fourni par le PNUD de Batticola. L'OIT a apporté le financement et le soutien moral aux apprenants en leur rendant régulièrement visite pour mesurer leurs progrès et leur prodiguer des encouragements.

Seelan et 15 autres garçons ont maintenant obtenu leur diplôme de mécanicien de machines agricoles, après avoir suivi avec succès trois mois de formation institutionnelle et deux mois de formation sur le terrain. Seelan s'est vu offrir un emploi dans l'atelier où il avait entrepris sa formation.





Dans le cadre de l'ICR-phase II, l'OIT a dispensé une formation professionnelle à 170 jeunes hommes et femmes dans divers domaines: réparation de machines agricoles, de motocyclettes, utilisation d'équipements lourds, confection, charpenterie, maçonnerie, électricité et conduite d'engins. L'OIT a également aidé ces jeunes à trouver un travail salarié ou à créer une entreprise collective. En outre, 140 autres femmes ont reçu l'aide de l'OIT sous forme de formation qualifiante, d'équipement et d'outils, d'espace de travail et d'autres types d'assistance opérationnelle qui leur ont permis de lancer des micro-entreprises communautaires.

Quatorze entreprises collectives, y compris une ferme collective, ont ainsi été constituées.

Aujourd'hui, Seelan veut devenir l'un des principaux mécaniciens de machines agricoles dans le district de Batticola pour, un jour, ouvrir son propre atelier. Il rêve de construire une nouvelle maison, d'offrir une vie confortable à son grand-père et à sa tante et d'aider la famille de sa sœur. Par-dessus tout, comme tous les jeunes, il espère conduire bientôt sa propre moto. Armé de ses nouvelles compétences et de sa formation, il est confiant et pense pouvoir faire de ses rêves une réalité. ■

### Programme TREE de formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales

Le programme TREE de formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales du BIT a été conçu pour développer et optimiser les programmes de création d'emplois déjà mis en place par le gouvernement et les ONG, et pour combler les lacunes là où les programmes sont insuffisants ou inexistantes. Ce programme est fondé sur la méthodologie du BIT de formation à l'échelle communautaire pour la création d'emplois et de revenus.

Testé récemment dans le cadre de projets de coopération technique au Bangladesh, au Pakistan, au Sri Lanka, aux

Philippines, à Madagascar, au Burkina Faso et au Niger, la méthode TREE s'appuie sur la longue expérience de l'OIT à l'échelle mondiale dans la promotion de la formation au niveau communautaire. Un programme TREE démarre par des accords institutionnels et une planification entre organisations partenaires aux niveaux national et local; il vise ensuite à identifier de manière systématique les possibilités de générer des activités rémunératrices au niveau communautaire, à concevoir et dispenser des programmes de formation adaptés au public local et aux formateurs privés; il prévoit enfin d'apporter le soutien indispensable après la formation, par exemple en

facilitant l'accès au marché et au crédit.

Dans les communautés où il n'existe pas de véritables établissements de formation, par exemple dans les régions rurales isolées, des dispositifs de formation mobile peuvent amener des enseignants et des équipements pour identifier les niveaux de formation adaptés, élaborer les programmes et dispenser la formation au plan local. Cela peut servir de mesure de renforcement de la formation dispensée par les institutions formelles grâce au développement de nouveaux programmes de formation qui répondent aux besoins locaux spécifiques.



Sustaining Competitive and Responsible Enterprises

Project Launch Ceremony

Jakarta - 6<sup>th</sup> July, 2010



*La Présidente suisse Doris Leuthard espère que le projet SCORE Indonésie pourra servir d'exemple pour les autres PME du pays et au-delà des frontières.*

# Aider les petites et moyennes entreprises à conserver leur SCORE

**Principaux pourvoyeurs d'emplois dans les pays en développement, les petites et moyennes entreprises (PME) emploient plus de 95 pour cent de la population active du monde entier, mais elles ont été sérieusement affectées par la crise économique mondiale. Pour aider les PME à gagner en productivité et en compétitivité, le BIT a lancé le programme SCORE, acronyme anglais qui désigne un programme en faveur d'entreprises durables, compétitives et responsables. SCORE est aujourd'hui opérationnel en Afrique du Sud, en Chine, en Colombie, au Ghana, en Inde, en Indonésie et au Viet Nam. Gita F. Lingga, chargée de communication au Bureau de l'OIT à Djakarta, nous envoie ce reportage d'Indonésie.**

L'environnement de travail a bien changé au sein de la PT Laksamana Teknik Makmur, une petite entreprise de pièces détachées pour l'automobile, située à Djakarta, en Indonésie. Les espaces de travail sont propres et rangés. Il n'y a plus de poussières de peinture, de pièces automobiles ni d'équipements éparpillés çà et là. Ils sont bien

rangés dans un entrepôt spacieux, soigneusement entreposés sur des étagères encastrées. Chaque article peut être facilement trouvé et enregistré.

«Par le passé, nous n'avions jamais entendu parler de processus de productivité hygiénique. Nous avions l'habitude de peindre à l'extérieur sans aucune protection; de ce fait, les poussières de peinture contaminaient les alentours et la santé des travailleurs aussi. Nous n'avions jamais considéré comme important de disposer d'étagères ou de rangements pour nos produits et notre équipement. Ils jonchaient simplement le sol autour des postes de travail», explique H. Suwarno, directeur de la PT Laksamana Teknik Makmur.

On constate aujourd'hui qu'un grand changement est intervenu depuis que l'entreprise a rejoint et appliqué le programme SCORE. «Nous peignons dorénavant dans des cabines, ce qui est plus sain à la fois pour l'environnement et pour les travailleurs. Nous nous sommes engagés pour participer au processus de production hygiénique», ajoute M. Suwarno.

Mieux encore, il admet que cela a fluidifié la communication entre le personnel et la direction. «Auparavant, les travailleurs n'avaient aucune idée des objectifs de la société, tandis que la direction ne comprenait pas les besoins des travailleurs. Tout cela a maintenant évolué. Nous communiquons mieux et notre productivité s'en trouve dynamisée», explique-t-il. ➤



➤ Ces changements ne se sont pas produits au seul bénéfice de la direction. Les travailleurs affirment que l'évolution de leur environnement de travail a facilité leur tâche, qu'ils accomplissent avec davantage de rapidité et d'efficacité. «Nous sommes maintenant capables de situer rapidement les bons articles, de calculer aisément le volume d'objets et de contrôler efficacement notre inventaire», déclare Agung Nugraha, l'un des employés.

Les problèmes que connaît la PT Laksamana Teknik Makmur sont ceux que rencontrent généralement les PME dans de nombreux pays en développement, y compris l'Indonésie. Les PME sont confrontées à la concurrence des autres entreprises et doivent gérer les pressions des communautés environnantes, ainsi que la législation: elles ne doivent pas seulement se montrer productives et compétitives mais se conformer aussi à des normes environnementales. Elles sont vulnérables aux chocs externes et ont souffert à la suite de la crise financière mondiale, ce qui met en cause la qualité de leurs emplois.

L'Indonésie a été choisie pour accueillir le projet de l'OIT parce que ce pays compte de nombreuses PME, dont la plupart ont besoin de programmes pour améliorer leur productivité et leur compétitivité aux niveaux national et international. Lancé en juillet 2010, le programme SCORE en Indonésie est financé conjointement par le Secrétariat d'Etat à l'économie de Suisse et par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, en partenariat avec le BIT.

Il a pour objectif d'aider les PME à stimuler la qualité et la productivité, améliorer les conditions de travail et réduire leur empreinte écologique en renforçant la collaboration et la communication entre employeurs et travailleurs. Cela contribue à rendre les entreprises plus compétitives à l'échelle internationale, créant ainsi des emplois.

## La productivité n'est pas seulement une question de technologie

«Améliorer la productivité de l'entreprise n'est pas seulement une question de nouvelles technologies ou de méthodes de production révolutionnaires; cet objectif ne peut être atteint qu'avec la participation pleine et entière de la main-d'œuvre, les hommes comme les femmes, et grâce au dialogue qu'ils pourront instaurer avec les dirigeants de l'entreprise», a relevé la Présidente de la Confédération suisse, M<sup>me</sup> Doris Leuthard, dans le discours qu'elle a prononcé pour le lancement du programme. Elle a formé l'espoir que SCORE Indonésie puisse servir d'exemple pour les autres PME à travers le pays et ailleurs.

Dans le même temps, le ministre indonésien de la Main-d'œuvre et de la Transmigration, Muhaimin Iskandar, a déclaré que SCORE Indonésie soutiendrait le Plan de travail stratégique du ministère de la Main-d'œuvre pour favoriser la création d'emplois décents. «Le programme va également contribuer à améliorer les relations professionnelles, ainsi que la compétitivité et la productivité de la main-d'œuvre», a-t-il précisé.

Les programmes de formation SCORE consistent en un atelier de deux jours avec des spécialistes de SCORE et trois visites de site par entreprise pour chaque module de formation. Cinq modules permettent de couvrir les questions liées à la coopération sur le lieu de travail, la qualité, la productivité et une production plus propre, la gestion des ressources humaines, la santé et la sécurité au travail, et les relations sur le lieu de travail.

A ce jour, 11 PME qui fournissent leurs produits au réseau du groupe Astra se sont inscrites et ont fait part de leur ferme volonté de rejoindre et de participer aux programmes de formation SCORE. Ce qui correspond bien aux bénéficiaires finaux du projet, à savoir les travailleurs et les employeurs des PME de pièces détachées pour l'automobile dont les effectifs varient de 50 à 200 employés.

Sofjan Wanandi, président d'Apindo, soutient fermement les initiatives relevant de ce programme. «Le programme SCORE va aider les PME indonésiennes à concourir sur les marchés nationaux et internationaux. C'est une priorité vitale pour les PME qui ont besoin de renforcer leur productivité, leur efficacité et leur compétitivité, ainsi que la collaboration entre employeurs et travailleurs en vue de créer de meilleures conditions de travail.»

De la même manière, la confédération syndicale d'Indonésie a accueilli très favorablement la désignation de l'Indonésie pour recevoir le programme. Sjukur Sarto, président de la Confédération des syndicats d'Indonésie, a déclaré que le programme SCORE contribuerait à unifier les intérêts des employeurs et des employés. «Je pense que la hausse de la productivité du travail va également accroître la productivité de l'entreprise qui débouchera sur une hausse de la productivité nationale.»

Yayat Supriyatna, directeur de CV Mitrakarsa, une autre PME fabriquant des pièces pour l'automobile qui participe à SCORE Indonésie, a souligné l'importance de mettre l'accent sur la santé et la

## AMÉLIORER LA PRODUCTIVITÉ DE L'ENTREPRISE N'EST PAS SEULEMENT UNE QUESTION DE NOUVELLES TECHNOLOGIES OU DE MÉTHODES DE PRODUCTION RÉVOLUTIONNAIRES

sécurité au travail. «Nous ne nous sommes guère montrés responsables en matière de santé et de sécurité des travailleurs, ce qui a d'une certaine manière contribué à ce que l'un de nos employés ait un accident. Le programme SCORE a cependant modifié notre façon d'opérer. Nous sommes maintenant mieux formés et avertis de la santé et de la sécurité de notre personnel. Nous équipons nos collaborateurs des protections nécessaires, à savoir des gants, des masques et des chaussures de sécurité», a-t-il précisé.

Plus conscientes et comprenant mieux les enjeux de productivité, de compétitivité et de pratiques responsables sur le lieu de travail, les PME peuvent améliorer leur croissance, leur qualité et leur productivité, et développer une culture d'entreprise favorisant une coopération harmonieuse entre employés et direction ainsi qu'une gestion des lieux de travail permettant de réduire les accidents du travail et les congés maladie. ■



### SCORE, un programme en faveur d'entreprises durables, compétitives et responsables

SCORE est un programme du BIT qui aide les petites et moyennes entreprises (PME) à se développer et à créer davantage de bons emplois en améliorant leur compétitivité. Les PME tirent profit d'une productivité et d'une qualité accrues, ainsi que d'employés en meilleure santé, plus motivés; elles améliorent leurs parts de marché aux niveaux local, national et mondial. Pour les travailleurs, cela veut dire plus de possibilités de travail décent et productif et des lieux de travail qui respectent les normes nationales. Les associations et les organisations de soutien aux entreprises locales dispensent de courtes formations pour les travailleurs et les dirigeants, suivies de visites d'entreprises et de conseils pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises individuelles. Le programme est particulièrement adapté aux entreprises qui sont confrontées à des problèmes internes de qualité, productivité, pollution et déchets, de santé et sécurité au travail ou de gestion des ressources humaines.

Davantage de renseignements sur le projet SCORE disponibles sur [www.ilo.org/score](http://www.ilo.org/score).

# Emplois verts dans la construction

## Petits changements, grands effets

**La construction est le premier secteur de l'économie qu'aborde l'initiative Emplois verts de l'OIT. Ce secteur est responsable de 25 à 40 pour cent du total de la consommation d'énergie et de 30 à 40 pour cent des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Andrew Bibby, un journaliste basé à Londres, nous envoie un reportage depuis la banlieue de Khayelitsha, le plus grand bidonville du Cap, où l'initiative Kuyasa a identifié 2 000 maisons pour y instaurer des mesures simples d'économie d'énergie et créer ainsi des emplois.**

Le projet, première initiative africaine enregistrée dans le cadre du Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto, est conçu pour réduire de manière drastique les émissions de dioxyde de carbone et pour améliorer localement la pollution atmosphérique. Les travaux entrepris comprennent l'installation de plafonds d'isolation, de chauffe-eau solaires (pour remplacer les coûteux chauffe-eau électriques) et d'un éclairage à basse consommation. Pour les résidents, l'économie est immédiate: une réduction allant jusqu'à 40 pour cent des dépenses d'électricité.

L'initiative Kuyasa a également créé des emplois et contribué à la cohésion communautaire. Soixante-seize emplois ont été directement créés, d'abord pour l'installation de chauffe-eau solaires et de plafonds, alors qu'indirectement les entreprises sud-africaines fabriquant cette technologie espèrent que la réussite de Kuyasa conduira à une croissance rapide de la demande de leurs produits et à la création d'emplois. La communauté elle-même en a été «bouleversée» selon le gestionnaire du site, Zuko Ndamani: «Cela a rassemblé la communauté, ce que l'on ne voit pas souvent dans les bidonvilles», a-t-il confié au journal local *West Cape News*.



La modeste entreprise de Kuyasa donne une petite indication du développement potentiel de ce que l'on appelle les «emplois verts» dans le secteur du bâtiment, un sujet abordé en détail par le rapport que vient de publier le BIT\*. Cet accent mis sur la construction fait partie du cadre plus large de l'initiative Emplois verts (voir *Travail* n° 69), le partenariat unique entre l'OIT et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) lancé en 2008 et qui associe aussi l'Organisation internationale des employeurs et la Confédération syndicale internationale.

Comme le souligne Elizabeth Tinoco, directrice du Département des activités sectorielles du BIT, le bâtiment a été reconnu comme apportant une contribution significative au réchauffement mondial. «La construction est le principal secteur de l'économie au regard de l'impact du changement climatique – et donc au regard de la marge de progression. Les nouveaux bâtiments et la rénovation du parc existant donnent l'occasion de réduire les émissions de CO2 et la consommation énergétique et de favoriser le développement de nouvelles compétences professionnelles débouchant sur de nouvelles possibilités d'emploi», explique-t-elle.

Ce message s'adresse à un large public, étant donné le poids du secteur de la construction à l'échelle mondiale. Les travailleurs qui améliorent les logements à Kuyasa font partie des quelque 111 millions de personnes qui, sur toute la planète, gagnent leur vie dans le bâtiment. Le secteur procure du travail à 7 pour cent de la main-d'œuvre formelle mondiale et représente de 5 à 15 pour cent du PIB national. Le chiffre réel, incluant l'économie informelle, est beaucoup plus élevé mais difficile à estimer.

Trois quarts de ces travailleurs se trouvent dans les pays en développement et – comme l'établit clairement le nouveau rapport du BIT – la situation particulière de ces pays offre l'occasion d'agir concrètement pour traiter les problèmes d'environnement et créer de nouveaux emplois verts. S'il est vital de s'assurer que les nouvelles constructions sont édifiées dans le respect des normes de haute qualité environnementale, un réaménagement et une rénovation appropriés des bâtiments existants sont encore plus importants, étant donné que la plus grande partie du parc



immobilier mondial pour le moyen terme a déjà été construite. Le défi est de travailler avec ce que nous avons, pour le rendre meilleur.

Selon Edmundo Werna, la personne en charge des emplois verts et du secteur de la construction au BIT, les recherches montrent que la construction est responsable de 25 à 40 pour cent de la consommation énergétique mondiale et de 30 à 40 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'ensemble des bâtiments contribue à hauteur de 33 pour cent des émissions de CO2.

«Les effets sur l'environnement de l'industrie de la construction ont été clairement établis. Il y a des conséquences liées au choix des sites de construction, au processus de construction, au choix des matériaux et des équipements, ainsi qu'à la production du secteur (c'est-à-dire les types de bâtiment). La construction a un rôle significatif à jouer pour atténuer le changement climatique», dit-il.

Le rapport du BIT, intitulé *Création d'emplois verts grâce à la rénovation durable dans les pays en développement*, propose des études de cas concrets au Brésil et en Afrique du Sud, ainsi qu'un panorama des bonnes pratiques aux Pays-Bas. Il souligne que 2,3 millions de travailleurs sont déjà employés dans les énergies renouvelables comme l'énergie solaire photovoltaïque et l'énergie solaire thermique. Il suggère également qu'il existe de véritables possibilités pour créer des emplois verts supplémentaires dans la rénovation durable dans les pays en développement.



\* Version anglaise à télécharger à l'adresse:  
<http://www.ilo.org/public/english/dialogue/sector/papers/construction/wp275.pdf>

## ► L'emblème d'une économie plus durable

Edmundo Werna fait écho au message du rapport. «Les emplois verts sont devenus l'emblème d'une économie plus durable et d'une société qui préserve l'environnement aujourd'hui et pour les générations futures, porteuse d'équité et d'intégration», affirme-t-il. Les nouveaux emplois verts dans la construction sont particulièrement intéressants puisque le secteur emploie des travailleurs peu qualifiés et a tendance à attirer les nouveaux venus sur le marché du travail. Mais il prévient que la qualité de ces nouveaux emplois verts est aussi un problème important.

«Il est prouvé que ces emplois verts ne constituent pas automatiquement des emplois décents. Beaucoup de ces emplois sont sales, dangereux et difficiles. Les emplois dans le bâtiment et d'autres activités comme le recyclage et la gestion des déchets ont tendance à être précaires et faiblement rémunérés. Si les emplois verts doivent être un pont vers un avenir vraiment plus durable, cela doit changer.»

Les données en provenance des pays industrialisés montrent déjà que les employés du bâtiment sont trois à quatre fois plus susceptibles que les autres travailleurs de mourir d'accidents du travail, et les risques sont encore plus grands pour les travailleurs des pays en développement. Malheureusement, il y a déjà des exemples collectés par l'ONG britannique Hazards (hazards.com) d'accidents et de mauvaises pratiques en matière de santé et de sécurité au travail dans les domaines de l'industrie liés aux économies d'énergie et au recyclage. Hazards dénonce l'utilisation de matériaux toxiques dans les technologies comme le solaire photovoltaïque. «Les emplois verts ne sont pas nécessairement exempts de tout risque. De nombreux emplois verts sont d'anciens emplois habillés de vert. L'industrie des déchets s'est métamorphosée en une industrie du recyclage mais elle reste bien plus mortelle que l'industrie dans son ensemble», explique Rory O'Neill de Hazards.

## Mais les emplois verts ne sont pas nécessairement des emplois décents

Pour Edmundo Werna, ces questions soulignent l'importance d'associer l'initiative Emplois verts avec l'Agenda de l'OIT pour le travail décent. «Ce n'est pas parce que les emplois sont verts qu'ils sont forcément meilleurs pour les travailleurs», relève-t-il. Il ajoute que les nouvelles technologies apportent des changements dans les processus de travail qui doivent être pris en compte. Il fait

également part de son inquiétude de voir les problèmes de main-d'œuvre présents dans la construction, notamment le recours à la main-d'œuvre temporaire, les mauvaises conditions de travail et l'absence de dialogue social, s'étendre aux nouveaux emplois verts créés dans le secteur.





Cependant, il y a des occasions à ne pas manquer. «La création d'emplois verts offre une occasion de dispenser une formation à des groupes bien ciblés tels que les femmes, qui ont assez peu d'ouvertures dans le bâtiment. La jeunesse peut aussi être ciblée et la formation aux emplois verts peut lui procurer



des compétences spécialisées pour entrer sur le marché du travail. Une formation adaptée aux travailleurs migrants peut leur donner davantage de pouvoir de négociation pour obtenir de meilleures conditions de travail», assure-t-il.

*Démolition et récupération de matériaux*

## IL EST PROUVÉ QUE CES EMPLOIS VERTS NE CONSTITUENT PAS AUTOMATIQUEMENT DES EMPLOIS DÉCENTS

Il existe à coup sûr des raisons d'être optimiste. De nombreux employeurs et gouvernements ont fait preuve d'enthousiasme pour le concept de construction écologique, et le PNUE a établi, grâce à l'Initiative sur le climat et les constructions durables, un partenariat précieux avec les acteurs du secteur de la construction, y compris les grandes entreprises de BTP comme Skanska et Lafarge, les associations professionnelles comme la Fédération internationale des ingénieurs conseils, les promoteurs immobiliers et les gestionnaires de biens.

Il existe de nombreuses possibilités de synergie entre les différents secteurs du milieu du bâtiment, à savoir la construction, les infrastructures, les services publics, la gestion des déchets et le recyclage. «Les secteurs du bâtiment sont liés en ce qui concerne la main-d'œuvre et il y a tout à gagner à les traiter de manière intégrée. Les immeubles verts ne sont pas une fin en soi. Ils sont les fondations de villes et de communautés durables», explique M. Werna.

Elizabeth Tinoco souligne également les occasions qui nous sont ainsi offertes de faire avancer l'agenda de l'ONU pour le développement. «Les emplois verts décents ont effectivement un lien avec l'Objectif du Millénaire pour le développement n° 1 (réduction de la pauvreté) et l'Objectif n° 7 (protection de l'environnement)», dit-elle. «Ils s'alimentent mutuellement.» ■

# Gundo Lashu

## Programmes de voirie publique à haute int

**Avec plus de 25 pour cent de personnes sans emploi, la République d’Afrique du Sud est confrontée à un chômage endémique – associé à une pauvreté très étendue et un déficit de qualifications. Dans le cadre de la stratégie du gouvernement sud-africain pour soulager la pauvreté et offrir un revenu grâce au travail temporaire, le Programme élargi de travaux publics à haute intensité de main-d’œuvre a été mis en place en 2004. Il a reçu l’appui technique de l’OIT, qui aide aussi le gouvernement sud-africain**

**dans l’élaboration et la formulation de sa politique. Reportage depuis Johannesburg d’Eleanor Momberg, journaliste sud-africain.**

Quand on voyage dans les régions rurales ou les petites villes de la province de Limpopo, dans le Nord de l’Afrique du Sud, il apparaît clairement que des communautés bénéficient du travail de milliers de personnes qui ont participé aux programmes de travaux publics à fort coefficient de main-d’œuvre.

Approuvé par le gouvernement en novembre 2003 et lancé en 2004, le Programme élargi de travaux publics (EPWP en anglais) du gouvernement sud-



# (Notre victoire)

## densité de main-d'œuvre en Afrique du Sud

l'afrique du sud a activement contribué en favorisant la croissance économique et le développement durable, en offrant des possibilités d'emploi temporaire aux chômeurs, en particulier les moins qualifiés.

L'objectif de la première phase de l'EPWP, qui alliait emploi, formation de base et formation qualifiante, était de contribuer à réduire le chômage en créant, d'ici à 2009, au moins un million d'emplois, dont 40 pour cent minimum des bénéficiaires seraient des femmes, 30 pour cent des jeunes et 2 pour cent des personnes handicapées. Cet objectif fut atteint en 2008, avec 1,6 million de postes de travail créés à la fin de la phase 1 du projet en 2009.

Un Sommet sur la croissance et le développement s'est déroulé cette année-là; il a débouché sur l'attribution de 100 milliards de rands à la création de projets de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO). Si le programme sud-africain est unique, en ce sens qu'il est maintenant entièrement financé par le gouvernement et donc indépendant vis-à-vis de la générosité des donateurs, il a été construit à partir des leçons tirées des programmes d'assistance du BIT, comme la réussite du programme à haute intensité de main-d'œuvre Gundo Lashu (Notre victoire) relatif aux routes provinciales, mis en œuvre dans la province de Limpopo par l'Agence des routes de Limpopo en 2001.



➤ Grâce à l'assistance financière initiale du ministère du Développement international du Royaume-Uni, section Afrique du Sud, et à une équipe de conseillers techniques du BIT, le gouvernement provincial s'est associé aux municipalités pour intégrer de nouveaux entrepreneurs locaux dans les projets HIMO de construction et de maintenance de routes et de ponts qui ont pour but la réfection des routes en gravier de la province. Ces entrepreneurs, formés par le BIT, emploient de la main-d'œuvre locale afin de mener à bien ces projets, ce qui permet à chacun des travailleurs d'acquérir une nouvelle qualification et de gagner sa vie pendant toute la durée du contrat, améliorant ainsi non seulement sa vie mais celle de sa famille.

Selon Ignatius Ariyo, directeur en chef du secteur des infrastructures de l'EPWP au sein du ministère national des Travaux publics, l'EPWP est destiné à améliorer l'intensité d'emplois dans les projets d'infrastructures financés par le gouvernement: il s'agit de moderniser les routes rurales et municipales, les canalisations et les canaux de drainage des eaux pluviales pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement. La formation est assurée par les pouvoirs publics en charge de la formation, alors que le ministère organise l'accès au financement pour ces entrepreneurs débutants.

### L'espoir de millions d'emplois créés

«L'EPWP a connu un grand succès. Nous espérons créer 4,5 millions d'emplois ou 2 millions d'équivalents plein temps d'ici à 2014 pendant la phase 2, qui a été lancée un peu plus tôt cette année.

Pendant le trimestre qui s'est terminé en juin, 193 000 postes de travail ont été créés, ce qui représente 30 pour cent de la cible de 642 000 pour l'année fiscale 2010-11. Nous restons donc dans la course pour réaliser notre objectif», affirme M. Ariyo.

Il ajoute que des études ont montré que l'équivalent de 100 jours de travail a un impact positif sur la vie des gens.

«Ce n'est pas la solution idéale au chômage mais c'est déjà quelque chose. Les programmes de travaux publics HIMO ne créent pas des emplois permanents. Ils ne sont qu'une intervention ponctuelle mais ils transmettent aux travailleurs les compétences nécessaires pour se faire embaucher sur le marché du travail formel et jouent un rôle dans la croissance de l'économie».

M<sup>lle</sup> Kleintjie Mathabathe est l'entrepreneur débutant qui installe les trottoirs de la ville de Mokopane, dans la province de Limpopo.

«J'ai commencé avec une équipe de 10 personnes mais j'ai 28 employés qui travaillent pour moi depuis le mois de mai», dit-elle. «Ma vie s'est améliorée comme celle de mes employés qui gagnent un salaire décent. Je veux devenir le meilleur entrepreneur de Limpopo quand j'aurai fini mon apprentissage.»

Son mentor sur le projet, M<sup>lle</sup> Gloria Ramdela, a terminé son apprentissage avec le BIT au Lesotho, travaillant d'abord sur le projet Gundo Lashu avant de devenir superviseur, puis chef de chantier et aujourd'hui mentor.



«Je montre aux entrepreneurs et aux travailleurs ce qu'ils doivent faire, prendre du recul et observer. Puis je les conseille et les dirige, je les assiste dans la gestion financière et les procédures d'achat», explique la jeune femme qui veut maintenant devenir ingénieur en génie civil.

## Le rôle du BIT

M. Ariyo affirme que le BIT a beaucoup contribué à l'EPWP pour instaurer des normes dans le secteur des infrastructures, en déterminant les meilleures pratiques, en élaborant des manuels de formation et en participant à la formation.

Huit conseillers techniques du BIT se trouvent en Afrique du Sud. Tous sont des spécialistes des méthodes HIMO. Ils apportent une assistance technique et des conseils sur les programmes d'investissement à forte intensité d'emplois, aux niveaux national, provincial et municipal et sont impliqués dans la gestion globale de l'EPWP. Ils coordonnent aussi les activités dans les provinces. «Nous avons aussi deux spécialistes qui conseillent le gouvernement sur la stratégie et son déroulement pour tout ce qui concerne le monde du travail», précise M. van Vuuren, directeur du Bureau de l'OIT à Pretoria.

M. Kwaku Osei-Bonsu, un spécialiste confirmé des investissements HIMO au sein de l'équipe du BIT pour le travail décent en Afrique australe et orientale, a souhaité voir se constituer un centre de formation en Afrique du Sud tout à fait comparable à ceux de Madagascar, du Kenya, de Tanzanie, d'Ouganda, du Ghana et d'Ethiopie.

«Ce qui justifie l'existence d'un centre de formation institutionnalisé, c'est qu'il réunit des formateurs titulaires qui acquièrent de l'expérience au fur et à mesure des programmes de formation qu'ils dispensent», explique-t-il.

## Un transfert de compétences nécessaire

En Afrique du Sud, l'un des problèmes majeurs est le manque de capacités, en particulier en matière d'expertise technique et d'ingénierie au sein du

«J'AI COMMENCÉ AVEC UNE ÉQUIPE DE 10 PERSONNES MAIS J'AI 28 EMPLOYÉS QUI TRAVAILLENT POUR MOI DEPUIS LE MOIS DE MAI»



ministère des Travaux publics; ce qui signifie que l'équipe technique du BIT à Limpopo a souvent dû intervenir pour assumer des responsabilités gouvernementales. M. Osei-Bonsu dit qu'il préférerait une situation dans laquelle le BIT serait présent en Afrique du Sud au seul titre du conseil qui consiste «seulement à apporter une expertise et à enrichir les acteurs locaux concernés».

M. van Vuuren a acquiescé en disant que la gestion du projet en Afrique du Sud était parfois insuffisante. «Il faut procéder à un transfert de compétences afin que les gens puissent apprendre à gérer ce type de projet.» M. van Vuuren a précisé qu'il fallait un apport de compétences sur le marché qui seraient préservées grâce à une meilleure prise en main du gouvernement; il a ajouté qu'il fallait mettre l'accent sur la gestion des employés en interne afin de créer un environnement qui les incite à conserver les postes pour lesquels ils ont été recrutés.

M. Osei-Bonsu a conclu: «J'applaudis ce qu'a fait le gouvernement sud-africain. Certes, il y a des défis à relever, mais ils ne sont pas insurmontables. On peut les relever si la volonté politique existe et si tout le monde s'engage.» ■

Le Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre du BIT (EMP/INVEST) conduit l'action sur l'élaboration et la mise en œuvre de ces approches d'investissement dans les infrastructures. Ce programme œuvre avec les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs,

le secteur privé et les associations locales du monde entier, en orientant les investissements d'infrastructure vers un coefficient d'emplois plus élevé et en améliorant l'accès des pauvres aux biens et services de première nécessité. Le programme HIMO est présent dans 70 pays.

## Le BIT et les programmes de travaux routiers en Afrique du Sud

Suite à son travail de conseil pendant le processus d'élaboration de la politique nationale d'emploi à partir de 1994, le BIT a véritablement démarré son activité en Afrique du Sud en 1996, deux ans après les premières élections démocratiques, par un programme de collaboration avec les universités du Natal et le Witwatersrand pour introduire des travaux routiers et des recherches utilisant des méthodes fondées sur la main-d'œuvre, au moyen de l'élaboration d'un nouveau programme et de matériels didactiques pour les études de troisième cycle et de doctorat.

En 1996 et 1997, le ministère national des Travaux publics a demandé à l'OIT d'évaluer le programme communautaire de travaux publics, ce qui a débouché sur un réajustement du programme par le gouvernement sud-africain en vue d'atteindre ses principaux objectifs de réduction de la pauvreté, de création d'emplois, d'autonomisation locale et de formation qualifiante. L'évaluation suivante, réalisée en 2001, a permis au gouvernement d'apprécier le succès du programme et son impact sur la qualité de vie d'individus auparavant démunis.

De 1998 à 2000, l'OIT a prodigué au ministère des Travaux publics une assistance technique, le conseillant sur la politique visant à intégrer les questions d'emploi pour l'installation et la maintenance des infrastructures publiques. Cette action se poursuit aujourd'hui, tout comme le soutien au ministère national des Travaux publics et le renforcement des capacités du ministère des Travaux publics de Limpopo.

Après le succès du 12<sup>e</sup> séminaire régional pour professionnels de la main-d'œuvre à

Durban en 2007, une mission de haut niveau pour l'application du Pacte mondial pour l'emploi a été entreprise par l'OIT en Afrique du Sud. Une première ébauche de l'étude du Pacte mondial pour l'emploi en Afrique du Sud a été soumise: elle identifie des priorités comme la création d'emplois verts et maximise l'impact du développement des infrastructures sur l'emploi.

L'EPWP est mis en lumière et présenté comme l'un des trois pays modèles de la toute nouvelle approche intitulée «Innovations dans les programmes publics pour l'emploi (IPEP)», tout comme le cours international proposé par le centre international de formation de l'OIT à Turin. «La force principale de ces programmes réside dans leur capacité à agir sur de multiples objectifs: création d'emplois, soutien aux revenus, création d'actifs, protection sociale, et à répondre de manière graduée en fonction des circonstances particulières», explique Mito Tsukamoto, expert principal du BIT pour les politiques d'emploi et d'investissement.

Dans le même temps, dans la République d'Afrique du Sud, l'approche HIMO s'est étendue au-delà des traditionnels programmes d'infrastructures et de construction. Selon le Dr Kate Philip, qui a dirigé cette année le processus stratégique sur les inégalités et la marginalisation économique pour la présidence sud-africaine, les programmes de travaux publics et les dispositifs de garantie de l'emploi étaient «étroitement associés aux travaux d'infrastructures et de construction, mais cela a changé: on trouve maintenant des exemples d'HIMO dans le secteur social, les services environnementaux et dans des programmes multisectoriels dirigés par les communautés».



© PHOTO BIT



# Enseignants et formateurs du futur

**L'OIT estime qu'à l'échelle mondiale le nombre de chômeurs a augmenté de 30 millions depuis 2007. Comme l'a défini le Pacte mondial pour l'emploi adopté par l'OIT en 2009, l'une des solutions clés pour mettre fin à la crise mondiale de l'emploi est de doter la main-d'œuvre des qualifications indispensables à son employabilité. Des délégués représentant les travailleurs, les employeurs et les ministères du Travail et de l'Education de 43 pays, réunis à Genève les 29 et 30 septembre, ont préconisé des politiques et des mesures à mettre en place d'urgence pour renforcer les systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) du monde entier.**

Le Forum de dialogue mondial sur l'éducation et la formation professionnelles a étudié comment les systèmes d'EFTP pouvaient gérer les défis relatifs à l'emploi et au monde du travail grâce à un développement équilibré des qualifications, en meilleure adéquation avec les besoins réels du monde du travail.

La nécessité d'une coopération plus étroite entre employeurs et syndicats, écoles et autres acteurs impliqués dans l'EFTP afin de produire des résultats et de les évaluer, est apparue. Pour relever ces défis, des stratégies sectorielles de développement des qualifications, ainsi que d'autres élaborées par des groupements de pays tels que le G20, ont vu le jour.

Le forum s'est particulièrement penché sur les questions de formation, de rémunération et d'apprentissage, et sur les conditions de travail des professionnels de l'EFTP. Les systèmes d'EFTP sont confrontés à une pénurie mondiale d'enseignants et de formateurs, à une forte concurrence des organismes privés pour recruter du personnel qualifié, à de nouveaux profils de formation et





de qualification des enseignants, à de bas salaires, en particulier dans les pays en développement, et à un défaut d'infrastructures et d'équipements modernes.

«Nous devons appréhender ces défis dans un contexte de difficultés de financement croissantes en raison du marasme économique et des restrictions sévères des Etats en matière fiscale et budgétaire», explique Michael Axmann, spécialiste de la formation au BIT.

En outre, les systèmes d'EFTP dans le monde sont appelés à gérer de manière innovante et orientée vers l'emploi une multitude de problèmes liés à l'emploi et au lieu du travail, y compris l'évolution des technologies, le raccourcissement du cycle des produits, de nouvelles formes d'organisation du travail, le développement durable et les «emplois verts». Pour relever le niveau d'éducation et de qualification des travailleurs, il est désormais primordial d'utiliser le plus efficacement possible l'EFTP dans les stratégies économiques et les politiques d'emploi et d'insertion sociale à l'échelle mondiale.

### Satisfaire de nouvelles demandes par un emploi de meilleure qualité

L'emploi des enseignants et formateurs de l'EFTP varie au fil du temps selon les pays, mais il a connu une forte croissance dans certains d'entre eux. Plus de la moitié des 23 pays européens pour lesquels des données comparables existent ont augmenté les effectifs d'enseignants dans le secondaire ces

**“ NOUS DEVONS APPRÉHENDER CES DÉFIS DANS UN CONTEXTE DE DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT CROISSANTES EN RAISON DU MARASME ÉCONOMIQUE ET DES RESTRICTIONS SÉVÈRES DES ÉTATS EN MATIÈRE FISCALE ET BUDGÉTAIRE ”**



dernières années. En général, trois cinquièmes des pays en développement ont augmenté l'emploi dans ce secteur afin de satisfaire une demande supplémentaire dans la période qui a précédé la crise financière mondiale.

Les pays à hauts revenus ont adopté une série de mesures pour faire face à la pénurie actuelle ou prévisible d'enseignants, y compris par un recrutement hors de leurs frontières, par des politiques de formation ou de recrutement accélérées et par un recours accru à des accords de travail à temps partiel et à des modalités souples de travail. Les pays à revenus faibles ou modérés sont souvent confrontés à de nouvelles demandes concernant l'emploi et les structures de carrière des enseignants de l'EFTP.

Comme le souligne Bill Ratteree, spécialiste de l'éducation et coauteur du rapport\* du BIT, «une évolution marquante est survenue avec l'augmentation du nombre de femmes dans ce secteur de l'éducation où elles étaient traditionnellement sous-représentées. Une majorité des pays de toutes les régions rapporte une plus forte croissance de l'emploi parmi les femmes institutrices et formatrices que pour l'ensemble des effectifs».

## Former les formateurs

La polyvalence croissante des rôles et des fonctions des enseignants et des formateurs a débouché sur de nouvelles méthodes d'apprentissage, avec plus d'autonomie de décision dans le choix des programmes et un rapprochement avec le monde du travail.

Beaucoup de pays exigent maintenant une solide expérience professionnelle pratique et mettent l'accent sur la dimension pédagogique dans le cadre de la formation et de la certification en vue de rapprocher les institutions d'EFTP du monde du travail. Les mécanismes d'évaluation des enseignants sont de plus en plus intégrés aux réformes qui visent à préparer les enseignants aux emplois dans l'EFTP et à augmenter leur efficacité.

Le financement de ce degré de l'éducation, considéré comme plus onéreux que l'enseignement général, demeure faible. Dans les pays en développement, il est de plus en plus compromis par le faible niveau de l'aide au développement et, dans le monde industrialisé, par l'impact général de la récession économique actuelle sur les finances publiques. Les partenariats public-privé, établis de longue date, offrent une source bienvenue de financements et devraient être appelés à se développer davantage à l'avenir.

## Plus de dialogue social

En raison des changements de plus en plus grands qui touchent l'EFTP et sa relation au monde du travail, le dialogue social est plus utile que jamais pour rechercher des solutions. «Bien que le dialogue entre gouvernements, employeurs, syndicats et autres acteurs se développe, il est souvent limité par l'absence ou l'insuffisance d'institutions et de mécanismes dédiés. Cela demeure l'un des enjeux politiques les plus urgents de la réforme de l'EFTP», précise Bill Ratteree.

Après deux jours d'intenses débats, le forum a adopté un ensemble de recommandations sur l'amélioration et la réforme de l'EFTP: des stratégies visant à conférer un meilleur statut et un regain d'estime à l'EFTP; une hausse de l'aide au développement aux pays en vue de collecter des informations actualisées et d'analyser l'offre et la demande de compétences; l'amélioration des qualifications, du recrutement et de la fidélisation des professionnels de l'EFTP; l'adoption de politiques des ressources humaines qui encouragent l'emploi des femmes et des minorités qualifiées; des infrastructures d'EFTP correctement financées avec du matériel de formation dernier cri; un renforcement du dialogue entre employeurs et syndicats représentant les enseignants et les formateurs; et la promotion des liens avec le lieu de travail et les activités d'apprentissage tout au long de la vie.

Le forum a également demandé à l'OIT d'aider les Etats Membres à satisfaire leurs besoins de données plus pertinentes et d'échange de bonnes pratiques, et à élaborer des politiques et des programmes pour relever les défis de l'EFTP. ■



\* *Teachers and trainers for the future – technical and vocational education and training in a changing world*, BIT, Genève, 2010.

# Nouvelles

➔ Le G20 prié de respecter ses engagements en matière d'emploi et de protection sociale

➔ Michelle Bachelet: «Le socle de protection sociale est une première avancée»

➔ Le FMI et l'OIT s'engagent en faveur d'une reprise centrée sur l'emploi

➔ Le Directeur général du BIT reçoit le Prix des OMD

➔ Le Directeur général du BIT célèbre le sauvetage des mineurs chiliens

➔ Prix Nobel d'économie 2010

➔ Des experts adoptent un nouveau recueil de directives pratiques de l'OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture

## Le G20 prié de respecter ses engagements en matière d'emploi et de protection sociale

Dans un climat d'inquiétude face à la faible reprise de l'emploi, le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a demandé aux dirigeants du G20 en novembre dernier d'honorer leur promesse d'accorder un rôle central à la protection sociale et au travail décent dans la reprise mondiale.



La déclaration des dirigeants du G20 stipule: «Nous sommes déterminés à placer l'emploi au cœur de la reprise et à assurer la protection sociale et les conditions du travail décent, ainsi qu'à garantir une croissance accélérée dans les pays à faible revenu.»

«La préoccupation qui existe dans le monde entier à propos du déficit d'emplois a conduit les dirigeants à coordonner leur action pour soutenir la reprise. Le sommet de Séoul a confirmé que la création d'emplois devait être au cœur de la reprise économique mondiale. Je demande au G20 d'honorer cet engagement et j'assure de la coopération pleine et entière de l'OIT», a indiqué M. Somavia qui participait aux travaux du sommet.

«Pour recentrer l'économie mondiale sur une croissance à la fois forte et durable, il faut plus que de simples ajustements des systèmes monétaire et

financier. En investissant dans la protection sociale et dans les emplois de qualité, on encourage l'esprit d'entreprise et l'investissement dans l'économie réelle pour qu'une croissance durable se mette en marche», a-t-il ajouté.

Il a attiré l'attention sur l'idée de «croissance partagée» plébiscitée par le Sommet du G20, ajoutant: «Cette approche permet d'étendre les bienfaits de la croissance au sein même des pays et de réduire le fossé entre les pays en développement et les économies à haut revenu.» Il a encore précisé: «Il est essentiel de s'assurer que les salaires progressent en même temps que la productivité pour aboutir à une croissance durable.»

Le Directeur général du BIT a souligné l'importance du «Consensus de développement de Séoul pour une croissance partagée» adopté par les dirigeants

du G20. «Je me réjouis particulièrement de l'approche du G20 pour un développement axé sur l'investissement, l'emploi et la protection sociale», a poursuivi M. Somavia. «Reconnaître que la protection sociale est un investissement pour une productivité accrue et une croissance durable constitue un fait encourageant», a-t-il ajouté.

M. Somavia a noté que l'Agenda de l'OIT pour le travail décent et le Pacte mondial pour l'emploi entraînent de plus en plus dans la vision commune du G20 en matière de croissance équilibrée et de développement.

Prolongeant le Cadre pour une croissance forte, durable et équilibrée, les dirigeants ont adopté le Plan d'action de Séoul en matière de coopération et de politiques nationales. Il a été demandé à l'OIT de continuer à apporter son expertise dans la mise à jour conduite par le G20 des engagements nationaux et des progrès accomplis au sein de ce cadre. A cet égard, les dirigeants ont appelé à la poursuite d'une étroite collaboration entre le FMI et l'OIT.

L'OIT a également été chargée de contribuer à un plan d'action pluriannuel de développement qui

repose sur les neuf piliers de la croissance, allant de l'investissement privé et du commerce à la création d'emplois, au développement des compétences, à la protection sociale et la sécurité alimentaire.

Les dirigeants du G20 ont étudié un rapport conjoint de l'OCDE, de l'OIT, de la Banque mondiale et de l'OMC appelant à une approche cohérente en matière de politiques commerciales et d'emplois. La Déclaration de Séoul des dirigeants du G20 salue aussi la contribution du Sommet des entreprises sur une croissance tirée par le secteur privé et la création d'emplois. Les dirigeants ont aussi décidé d'accroître leurs consultations au sein de la communauté internationale au sens large, y compris avec les syndicats.

M. Somavia a attiré l'attention sur les efforts efficaces entrepris par les dirigeants des syndicats à la veille du sommet, qui ont insisté auprès du G20 sur l'importance d'agir pour accélérer la reprise en matière d'emploi. Ils participaient à une conférence organisée à Séoul par la Confédération syndicale internationale, la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, Global Unions, ainsi que par leurs adhérents coréens. ■

## Michelle Bachelet: «Le socle de protection sociale est une première avancée»

**L'ancienne présidente chilienne, Michelle Bachelet, a présidé la première réunion du Groupe consultatif sur le socle de protection sociale, qui s'est tenue à Genève les 11 et 12 août à l'invitation du Directeur général du BIT, Juan Somavia.**



© M. Crozet/BIT

Le socle de protection sociale est un ensemble de droits et de transferts sociaux, ainsi que de services essentiels dans le domaine de l'emploi, la santé, l'eau et l'assainissement, de la nutrition, de l'éducation et du soutien aux familles, qui ont pour but de protéger et de responsabiliser les plus défavorisés pour qu'ils sortent de la pauvreté. Ces politiques sociales doivent être combinées dans une approche cohérente et intégrée du cycle de la vie, avec un accent particulier sur les groupes les plus vulnérables de la société, notamment les femmes, les enfants et les jeunes.

A l'échelle mondiale, quatre personnes sur cinq en âge de travailler ne bénéficient pas d'une protection sociale adéquate, sont privées d'accès à la sécurité sociale, la santé et l'assistance chômage.

Ces populations vulnérables sont durement affectées par la crise économique tant dans les pays en développement que dans les économies développées. Le chômage mondial a atteint son plus haut niveau jamais enregistré et devrait continuer d'augmenter en 2010.

On estime que la combinaison des crises économiques et alimentaires pourrait avoir ajouté environ 98 millions de personnes à la population vivant avec moins de 2 dollars par jour en 2009. Les jeunes sont tout particulièrement touchés.

Pendant les deux jours de réunion (voir photo pp. 52-53), M<sup>me</sup> Bachelet a engagé des discussions avec d'éminents experts et décideurs politiques – les membres du groupe – sur la signification du socle de protection sociale, ses principales composantes, sa faisabilité politique, économique et financière, ainsi que ses dimensions institutionnelles, ses marges de manœuvre budgétaires et sa viabilité globale dans des situations qui varient selon les circonstances et les besoins des divers pays.



- ▣ Le groupe comprend également le Directeur général du BIT, M. Juan Somavia, ainsi que M<sup>me</sup> Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), membres à titre d'office.

«Les mesures de protection sociale n'ont pas seulement évité à des millions de personnes de sombrer davantage dans la pauvreté en leur garantissant un accès à des services sociaux indispensables, mais elles ont aussi contribué à contenir les risques d'agitation sociale et à limiter la chute de la consommation, réduisant ainsi le risque d'aggravation de la récession», a déclaré M<sup>me</sup> Bachelet.

«Mais les politiques de protection sociale – et l'objectif d'instaurer un socle de protection sociale – seront encore plus indispensables dans les mois et années à venir pour faire face à l'énorme coût humain que la crise économique laisse dans son sillage. Il est maintenant temps de nous rassembler dans une coalition efficace et de créer une synergie entre nos activités pour faire de la protection sociale une réalité pour tous. La création de ce groupe est une première avancée en ce sens», a ajouté M<sup>me</sup> Bachelet.

Le système des Nations Unies, le FMI et la Banque mondiale, sous la direction du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, ont accepté de promouvoir conjointement la mise en œuvre d'un socle de protection sociale.

C'est l'une des neuf initiatives adoptées en avril 2009 par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination afin de faire face aux effets de la crise économique. L'initiative pour un socle de protection sociale, menée par l'OIT et l'OMS, implique 17 autres agences. ■

## Le FMI et l'OIT s'engagent en faveur d'une reprise centrée sur l'emploi

**En septembre dernier, les directeurs du Fonds monétaire international (FMI) et du Bureau international du Travail (BIT), aux côtés d'autres dirigeants, ont appelé à une vaste mobilisation internationale pour apporter une réponse politique centrée sur l'emploi à la récession économique mondiale.**

Lors d'une Conférence historique à Oslo – accueillie par le Premier ministre de Norvège, Jens Stoltenberg, et coparrainée par le FMI et l'OIT –, des responsables gouvernementaux, des dirigeants syndicaux, du secteur privé et des universitaires se sont réunis pour s'attaquer à la brutale hausse du chômage et du sous-emploi survenue depuis la crise financière mondiale de 2008.

«La communauté internationale doit répondre aux effets tout à fait concrets qu'a eus la crise sur les travailleurs», a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. «Cette réunion nous a aidés à définir les mesures qui doivent être prises pour ramener des millions de personnes vers le monde du travail. S'attaquer à la crise de l'emploi n'est pas seulement indispensable pour qu'une véritable reprise économique mondiale ait lieu, c'est aussi vital pour la cohésion sociale et la paix.»



«Si la croissance n'est pas équitable, elle ne sera pas durable», a rappelé le Directeur général du BIT, Juan Somavia. «C'est le principal enseignement de la crise. Notre objectif macroéconomique prioritaire, au même titre que la maîtrise de l'inflation et l'assainissement des finances publiques, est de créer des emplois en grand nombre. Nous devons réorienter la mondialisation dans la bonne direction. Pour ce faire, nous avons besoin de cohérence et d'équilibre entre nos politiques, ainsi que de coordination et de dialogue entre nos institutions et avec les nations. Cette conférence marque une étape importante dans cette voie.»

L'OIT estime que le chômage a augmenté de plus de 30 millions à l'échelle mondiale depuis 2007. La hausse a été plus particulièrement ressentie dans les économies avancées, mais la crise a également frappé les marchés émergents et les pays en développement.

La Conférence d'Oslo a rassemblé des dirigeants politiques de premier plan, au nombre desquels la Présidente du Libéria Ellen Johnson Sirleaf; le Premier ministre grec George Papandreou et le Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero. Une importante délégation syndicale était conduite par la Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, Sharan Burrow.

Lors de la conférence, le FMI et l'OIT se sont mis d'accord pour travailler ensemble à l'élaboration d'une stratégie dans deux domaines spécifiques. Premièrement, ils vont examiner plus avant le concept de socle de protection sociale pour les personnes qui vivent dans la pauvreté ou la précarité, dans le cadre d'un agenda à moyen et long terme de politiques et de stratégies macroéconomiques de développement durables. Deuxièmement, les deux institutions vont mettre l'accent sur les politiques qui favorisent une croissance créatrice d'emplois.



De gauche à droite: Jens Stoltenberg, Premier ministre de Norvège; Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria; Juan Somavia, Directeur général du BIT; Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI

Elles conviennent aussi du rôle central qu'un dialogue social fécond peut jouer dans la formation du consensus requis pour s'attaquer aux délicats défis d'ajustement qu'a engendrés la crise, et pour veiller à ce que les conséquences sociales de la crise et de ses suites soient pleinement prises en compte.

Les deux institutions ont également convenu de poursuivre et d'approfondir leur coopération afin d'appuyer le G20 et son Processus d'évaluation mutuelle qui vise à maintenir une croissance mondiale vigoureuse, durable et équilibrée. ■



## Le Directeur général du BIT reçoit le Prix des OMD



**Juan Somavia, Directeur général du BIT, a reçu un «Prix pour l'œuvre de toute une vie» pour son action au service de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de la promotion du développement social.**

M. Somavia a été récompensé par le Comité des prix des OMD qui a honoré «sa vision et son engagement au service de la garantie d'un travail décent pour les hommes et les femmes du monde entier».

La cérémonie s'est déroulée au moment où les dirigeants du monde entier étaient conviés à New York pour un Sommet des Nations Unies sur les OMD, du 20 au 22 septembre, destiné à accélérer les progrès en vue de la réalisation des OMD.

«Dans ce combat, nous devons faire mieux et viser plus loin. Nous devons nous inspirer d'une nouvelle vision dans laquelle la dignité et la sécurité des familles laborieuses nous conduisent à un monde [+](#)

plus pacifique. Si nous voulons la paix, nous devons promouvoir la justice sociale», a déclaré Juan Somavia en acceptant ce prix.

Le prix annuel des OMD a pour but de soutenir et de faire connaître la cause des Objectifs du Millénaire pour le développement en offrant une tribune de choix où l'on honore et célèbre les efforts exemplaires déployés par les responsables politiques et les acteurs de la société civile pour faire progresser ces objectifs de développement international. Les prix des OMD sont également organisés en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les partenariats (UNOP) et la Campagne du Millénaire.

Depuis son accession au poste de Directeur général en 1999, M. Somavia s'est battu sans relâche pour promouvoir l'Agenda pour le travail décent afin d'offrir à chaque homme et chaque femme la possibilité d'obtenir un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité. Ces objectifs s'inscrivent dans le droit fil de la Déclaration du Millénaire. ■



## Le Directeur général du BIT célèbre le sauvetage des mineurs chiliens

**Le 13 octobre, le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a fait part de sa profonde émotion lors de l'opération de sauvetage qui a permis de libérer les 33 mineurs bloqués sous terre depuis plus de deux mois dans une mine du Nord du Chili.**

«En tant que Directeur général du BIT et en tant que Chilien, je partage l'émotion de millions de personnes à travers le monde à la vue de ces héros revenus des entrailles de la terre», a déclaré M. Somavia dans un discours publié alors que les opérations de sauvetage des travailleurs battaient leur plein.

«Au-delà de cet exploit, nous ne pouvons qu'être admiratifs devant la sérénité, le courage, la capacité d'organisation et l'amour de la vie de ces 33 mineurs. Leur force d'âme face à la catastrophe qui nous a tous impressionnés fut un encouragement de tous les instants pour l'équipe de sauvetage. Ils forcent le respect.»

M. Somavia a également souligné «la ténacité, la compétence et l'efficacité de tous les efforts des Chiliens ou étrangers, acteurs publics ou privés, qui ont apporté leur savoir-faire pour mener à bien ce sauvetage collectif».

«Mais par-dessus tout, saluons la solidarité des familles des mineurs, de tout un peuple, et leur conviction que l'impossible serait finalement possible», ajoute-t-il.

Dans sa déclaration, M. Somavia a indiqué que l'expérience vécue par les mineurs avait permis au monde de tirer plusieurs leçons: «Nous ne pouvons oublier comment a débuté cette dramatique histoire: les mineurs sont restés pris au piège sous terre parce que les mesures de sécurité étaient insuffisantes. Or la sécurité au travail est une préoccupation majeure de l'OIT.»

M. Somavia a ajouté: «Au Chili, la sécurité au travail fait partie de l'agenda commun du gouvernement, des employeurs et des travailleurs. Nous continuerons à collaborer avec eux en vue de réaliser les objectifs qu'ils se sont fixés, en nous appuyant sur les principes du travail décent.»

Mais il a précisé que beaucoup restait à faire pour améliorer les conditions de travail dans l'industrie minière et d'autres activités dangereuses de par le monde.

«D'après l'évaluation du BIT, le secteur minier emploie près de 1 pour cent de la main-d'œuvre mondiale, mais compte 8 pour cent des accidents mortels... Chaque jour, 6300 personnes meurent des suites d'un accident ou d'une maladie liés au travail, soit plus de 2,3 millions de décès par an, auxquels il faut ajouter 337 millions d'accidents qui surviennent chaque année sur le lieu de travail», a-t-il rappelé. ■



© M. Crozet/BIT

## Prix Nobel d'économie 2010

Après l'attribution du «Prix Sveriges Riksbank de Sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel» à trois économistes renommés en octobre dernier, le Directeur général du BIT, Juan Somavia, a exprimé sa satisfaction devant la décision de l'Académie royale suédoise des sciences.

«Le travail qui a été récompensé aujourd'hui ne peut être plus d'actualité. Il est consacré à une préoccupation cruciale pour les gouvernements et les peuples du monde entier: comment faire pour que la croissance économique se traduise en emplois tant attendus et aboutisse au travail décent», a indiqué M. Somavia à l'annonce du nom des lauréats.

«La décision de l'Académie royale suédoise des sciences met en avant l'importance des politiques d'emploi, du marché du travail et de protection sociale, ainsi que leur interaction avec les politiques économiques

et leur impact réel pour améliorer les conditions de vie des populations», a poursuivi M. Somavia.

Le prix – plus connu sous le nom de Prix Nobel d'économie – a été attribué à un trio d'économistes en reconnaissance de leur travail consacré à l'influence des réglementations et des politiques économiques sur l'emploi, les offres de travail disponibles et sur les salaires, des thématiques très proches de celles sur lesquelles travaille le BIT et qui relèvent de son mandat.

## Des experts adoptent un nouveau recueil de directives pratiques de l'OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture

**Le 29 octobre 2010, des experts représentant les travailleurs, les employeurs et les gouvernements ont adopté un nouveau projet de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture destiné à améliorer les conditions de travail qui emploie environ un milliard de personnes dans le monde.**

Le nouveau projet de recueil a été adopté par 15 experts gouvernementaux, travailleurs et employeurs au terme d'une réunion de cinq jours; il doit encore être soumis à l'approbation du Conseil d'administration du BIT en mars 2011.

L'objectif général de ce nouveau recueil est d'aider à promouvoir une culture plus préventive de la sécurité et de la santé au travail (SST) dans le secteur de l'agriculture qui emploie plus du tiers de la main-d'œuvre mondiale,

seulement devancé par les services. Ce recueil vient compléter la convention (n° 184) de l'OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, et la recommandation (n° 192) qui l'accompagne, et propose des solutions pour les appliquer sur le terrain.

L'agriculture est le plus gros employeur de main-d'œuvre féminine dans de nombreux pays, en particulier en Afrique et en Asie, et il représente près de 70 pour cent du travail des enfants à l'échelle mondiale.

Le projet de recueil devrait faire prendre conscience des risques et dangers liés à l'agriculture, et de l'efficacité de leur gestion et de leur contrôle; prévenir les accidents du travail et les maladies professionnelles et améliorer l'environnement de





travail sur le terrain; encourager les gouvernements, les employeurs, les travailleurs et les autres parties prenantes à coopérer en vue de prévenir les maladies et les accidents; et encourager des attitudes et comportements plus favorables à la SST dans l'ensemble du secteur de l'agriculture.

L'agriculture utilise un large éventail de machines, d'animaux, de plantes et de produits de toutes sortes, et les exploitations agricoles varient de fermes de subsistance à de vastes entreprises hautement mécanisées.

«Cette extrême diversité des profils, tant en termes d'emploi que d'entreprise, pèse véritablement sur les niveaux de conscience des risques et les attitudes face à la prévention des accidents et des maladies dans ce secteur. L'agriculture est de fait l'un des secteurs d'activité les plus dangereux, et de nombreux travailleurs agricoles sont victimes chaque année d'accidents du travail ou d'un mauvais état de santé», explique Elizabeth Tinoco, directrice du programme des activités sectorielles du BIT.

Le nouveau recueil devrait permettre d'instituer un cadre national déterminant les rôles respectifs des autorités compétentes, des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations; il contient des dispositions particulières pour identifier et traiter les principaux dangers et risques du secteur.

Les recueils de directives pratiques du BIT sont destinés à tous ceux qui sont responsables de la gestion de la sécurité et la santé au travail, dans le secteur public ou privé, eu égard à certains risques professionnels, secteurs d'activité ou matériels. Il convient de noter que ces recueils n'ont pas vocation à se substituer aux législations ou réglementations nationales ni aux normes du travail en vigueur. ■





# Champs d'action



© D. Riinaud/BIT

Maria Nazareth Farani Azevêdo, Ambassadeur du Brésil, et Juan Somavia, Directeur général du BIT

## L'OIT et le Brésil font équipe

En octobre dernier, le gouvernement du Brésil et l'OIT ont lancé un programme triennal destiné à renforcer la capacité des pays à répondre aux catastrophes naturelles et sociales. Le programme conjoint – qui sera élaboré par le Centre de formation de l'OIT à Turin – s'emploiera à améliorer les capacités des pays dans le domaine de l'assistance humanitaire, les formera à la prévention des catastrophes naturelles et sociales, et les aidera à gérer le redressement après la crise. Les premiers bénéficiaires du programme seront Haïti, le Niger, les Territoires palestiniens occupés, le Timor-Leste et les pays lusophones d'Afrique. Initialement, ce sont 276 fonctionnaires gouvernementaux au total qui seront formés au renforcement des capacités et à d'autres questions. Depuis 2005, le Brésil a signé plusieurs partenariats financiers avec l'OIT, notamment sur le travail des enfants, le travail forcé et la protection sociale. Ce tout dernier partenariat représente le premier programme d'assistance humanitaire dans le monde du travail.

## Réseau pour l'emploi des jeunes



En juillet dernier, le Réseau pour l'emploi des jeunes (YEN en anglais), un partenariat entre l'OIT, les Nations Unies et la Banque mondiale, a signé un accord avec la Fondation Jacobs, une fondation privée suisse, pour bâtir une base de données sur l'emploi des jeunes en évaluant l'impact des programmes en faveur de l'emploi des jeunes. La Fondation Jacobs s'est engagée à verser 450 000 francs suisses de financement en trois ans (2010-2012). Le projet sera mis en œuvre grâce au «fonds pour l'évaluation de l'emploi des jeunes» auquel des organisations pour l'emploi des jeunes peuvent soumettre leur candidature dans le cadre d'un appel à propositions afin d'obtenir un appui financier et technique pour conduire une étude d'impact.

Pour plus d'informations, merci de contacter Drew Gardiner, Réseau pour l'emploi des jeunes, courriel: [gardiner@ilo.org](mailto:gardiner@ilo.org), téléphone: +4122/799-7824, site web: [www.ilo.org/yen](http://www.ilo.org/yen)

Bernd Ebersold, Directeur général de la Fondation Jacobs

© Fondation Jacobs

## Le BIT se réjouit d'un accord historique

En septembre dernier, le BIT s'est réjoui de l'accord historique auquel sont parvenus les syndicats et les producteurs du secteur textile au Cambodge pour améliorer les relations professionnelles dans leur industrie. Le nouveau protocole d'entente recouvre des dimensions essentielles comme la négociation collective, l'arbitrage et la productivité, et prévoit des mesures spécifiques pour l'appliquer. Il a été signé par l'Association des fabricants de vêtements du Cambodge (GMAC), qui représente quelque 300 grandes entreprises qui emploient environ 300 000 travailleurs, et six fédérations et confédérations syndicales majeures qui, à elles toutes, représentent l'immense majorité de ces travailleurs.

Pour plus de renseignements, veuillez contacter le Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le pacifique, téléphone: +662/288-1234, télécopie: +662/288-3062, courriel: [bangkok@ilo.org](mailto:bangkok@ilo.org)



## Promouvoir un socle social

Au cours d'une visite officielle au Viet Nam en octobre dernier, la directrice exécutive d'«ONU Femmes» et présidente du Groupe consultatif mondial sur le socle de protection sociale, l'ancienne présidente du Chili Michelle Bachelet, a plaidé en faveur d'un socle de protection sociale à l'échelle mondiale: il

constituera «la première ligne de défense» des familles et des économies face à l'impact des crises économiques et un moyen efficace de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'initiative conjointe des Nations Unies pour un socle de protection sociale est menée par l'OIT et l'OMS et vise à promouvoir un ensemble fondamental de droits et de transferts sociaux, de même que des services essentiels en matière d'emploi, de santé, d'eau et d'assainissement, de nutrition, d'éducation et de soutien aux familles, dans le but de protéger, de responsabiliser et d'aider les plus défavorisés à sortir de la pauvreté par le travail. Au cours de sa visite, M<sup>me</sup> Bachelet s'est rendue dans le village d'An Binh, en zone rurale, pour rencontrer des agricultrices qui ont bénéficié du Tao Yeu Mai (TYM) ou fonds de la compassion. Créé en 1992, ce fonds a déjà aidé plus de 55 000 femmes à échapper à la misère et à participer à des activités sociales et administratives. L'OIT a contribué à renforcer les capacités du fonds par le biais de cours de formation, d'essais pilotes et par la distribution de produits de microfinance.



© PHOTO BIT

## Travail décent et tripartisme

Le 24 septembre, le ministre du Travail, des Invalides de guerre et des Affaires sociales du Viet Nam, la Confédération du travail du Viet Nam, la Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam, l'Alliance des coopératives vietnamiennes et des représentants de l'OIT ont inauguré un bas-relief sur le «Travail décent et tripartisme» qui fait partie de la route dite de la Céramique. Au total, cette mosaïque murale longue sur près de 4 km la digue du fleuve Hong, à Hanoi; elle est considérée comme la plus longue du genre au monde. Le tronçon intitulé «Travail décent et tripartisme» a été réalisé avec le soutien du gouvernement et des organisations syndicales et patronales du pays et l'OIT. Illustré sur plus de 70 mètres de route, il présente les divers secteurs d'activités du Viet Nam, comme l'industrie, l'agriculture, l'artisanat et la pêche. Les images de céramique colorée dépeignent également les principaux acteurs du marché du travail – gouvernement, employeurs et travailleurs – et mettent en exergue la coopération, le dialogue social et le travail décent au Viet Nam.



© PHOTO BIT

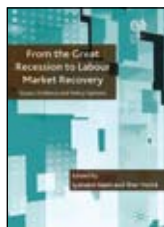
## Le BIT lance une nouvelle base de données statistiques

A l'occasion de la Journée mondiale de la statistique le 20 octobre, le BIT a lancé une nouvelle base de données statistiques contenant des informations actualisées sur le marché du travail et les prix à la consommation. Elle vise à fournir une information indispensable aux dirigeants politiques qui sont confrontés à la crise économique et sociale mondiale. La nouvelle base de données sera mise à jour chaque mois avec les dernières statistiques nationales sur les indicateurs qui reflètent le mieux les changements récents – et à court terme – intervenus sur le marché du travail. Elle contient une sélection d'indicateurs pour 70 pays et territoires qui regroupent des informations mensuelles ou trimestrielles pour l'année en cours. En outre, une quarantaine d'indicateurs proposent une ventilation par sexe.

Le nouveau service comprend également une carte interactive contenant la plupart des données classées par pays et par sujet. Les profils par pays offrent un aperçu rapide et actuel de la situation du marché du travail dans chaque pays et, grâce à l'information présentée par sujet, il est possible de réaliser des comparaisons entre pays ou une analyse globale. Les données sont collectées en étroite relation avec les bureaux de statistique nationaux et le processus a été optimisé de façon à extraire la plus grande quantité d'informations en un minimum de temps. A retenir tout particulièrement l'introduction de données sectorielles corrigées des variations saisonnières.

Pour plus d'informations, veuillez consulter [http://laborsta.ilo.org/sti/sti\\_F.html](http://laborsta.ilo.org/sti/sti_F.html)

# Médiathèque



## From the Great Recession to labour market recovery: Issues, evidence and policy options

Rédigé par Iyanatul Islam et Sher Verick.  
ISBN 978-92-2-124031-0  
Coédité avec Palgrave Macmillan, Genève, BIT, 2010. 105 \$, 75 €, 110 CHF.

Cet ouvrage expose la recherche entreprise par d'éminents experts sur les dimensions macroéconomiques et liées au marché du travail de la crise financière de 2007-2009. Il offre un panorama mondial, interprétant les causes, les conséquences et les réponses politiques à la grande récession du point de vue des pays développés et en développement. Relevant tout particulièrement la nécessité de combiner des politiques macroéconomiques et des politiques du marché du travail sensées, les auteurs explorent les options politiques pour l'après-crise. Le livre soutient que cet avenir impliquera un engagement renouvelé envers le plein emploi et une action collective à l'échelle mondiale pour faire avancer la cause de la «mondialisation équitable».



## Rapport mondial sur les salaires 2010/11. Politiques salariales en temps de crise

ISBN 978-92-2-223621-3.  
Genève, BIT, 2010. 50 \$, 35 €, 50 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

Deuxième d'une série de rapports du BIT axés sur l'évolution des salaires, ce volume passe en revue les tendances des salaires aux niveaux mondial et régional en 2008 et 2009, années de la crise économique et financière. Dans sa partie I, le rapport met en évidence le ralentissement de la croissance des salaires moyens mensuels, ainsi que certaines fluctuations à court terme de la part consacrée aux salaires. La partie II du rapport traite du rôle des politiques salariales en période de crise et de redressement, alors que la partie III conclut avec un résumé du rapport et met en exergue des questions essentielles pour améliorer les politiques salariales.



## World of Work Report 2010: From one crisis to the next?

Institut international d'études sociales.  
ISBN 978-92-9014-948-4.  
BIT, Genève, 2010. 50 \$, 35 €, 50 CHF.

Après la crise déclenchée par la faillite de Lehman Brothers en 2008, la reprise économique est encore fragile et inégale selon les pays. Il en résulte une persistance d'un chômage élevé dans certains pays, et une précarité croissante de l'emploi presque partout. Dans les pays où la crise a démarré, le système financier continue de dysfonctionner, affectant ainsi l'investissement des entreprises et retardant d'autant la reprise de l'emploi. Le rapport montre qu'une reprise durable, riche en emplois, est possible – à condition que les causes qui ont conduit à la crise soient traitées.



## Annuaire des statistiques du travail, 2010. Séries chronologiques

ISBN 978-92-2-023438-9.  
BIT, Genève, 2010. 275 \$, 205 €, 290 CHF.  
Trilingue anglais/français/espagnol.

Depuis sa première parution en 1935-36, l'*Annuaire des statistiques du travail* est devenu, dans le monde, l'ouvrage statistique de référence sur les questions de travail. Sous une forme systématique, il réunit une masse considérable de données en provenance d'un vaste réseau de sources officielles d'information de quelque 190 pays. Le volume *Séries chronologiques* contient 31 tableaux correspondant à neuf grands chapitres: population active, emploi, chômage, durée du travail, salaires, coût de la main-d'œuvre, prix à la consommation, lésions professionnelles, grèves et lock-out.



## Annuaire des statistiques du travail, 2010. Profils des pays

ISBN 978-92-2-023439-6.  
BIT, Genève, 2010.  
190 \$, 140 €, 200 CHF.  
Trilingue anglais/français/espagnol.

Le volume *Profils des pays* présente les dernières statistiques disponibles sous un nouveau format (sans séries chronologiques) pour plus de 200 pays, zones et territoires.

**Offre spéciale pour les deux titres *Séries chronologiques* et *Profils des pays*.**  
ISBN 978-92-2-023440-2. 375 \$, 275 €, 390 CHF.



## Yearbook of Labour Statistics, 2010. Sources and Methods

Statistiques du travail, volumes 1 à 10.  
CD-ROM. ISBN 978-92-2-123441-8.  
BIT, Genève, 2010. Monoposte: 275 \$, 205 €, 290 CHF. Multiposte: 415 \$, 310 €, 435 CHF.



**Faire des migrations un facteur de développement: une étude sur l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest**

Institut international d'études sociales.  
ISBN 978-92-9014-934-7.  
BIT, Genève, 2010. 20 \$, 14 €, 20 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

La situation de l'emploi en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, déjà difficile avant la crise financière mondiale, s'est encore aggravée. Alors que beaucoup plus de travailleurs s'installent en Europe, essentiellement en France, en Italie et en Espagne, les principaux problèmes qui se posent aux pays africains concernent le renforcement du capital humain, une meilleure utilisation des rapatriements de fonds et l'encouragement des migrations de retour. Ce rapport, axé sur les cas particuliers de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie, du Sénégal et de la Tunisie, étudie comment les migrations peuvent, associées à des marchés du travail dynamiques, contribuer de diverses manières au développement.



**Global Employment Trends for Youth**

BIT, Genève, 2010.  
ISBN 978-92-2-123855-3.  
39 \$, 28 €, 40 CHF.

Intégrant les toutes dernières informations disponibles sur le marché du travail, ce rapport étudie la vulnérabilité des jeunes au chômage et aux déficits de travail décent. Il montre les progrès qui ont été accomplis ou qui restent à faire pour exploiter au mieux l'énergie, le talent et la créativité des jeunes au profit du potentiel productif de l'économie. Il met à jour les indicateurs mondiaux et régionaux du marché du travail des jeunes et propose une analyse détaillée des tendances à long terme concernant la population jeune, la main-d'œuvre, l'emploi et le chômage, tout en offrant un premier aperçu des nouvelles estimations relatives à la proportion de travailleurs pauvres chez les jeunes.



**Liste des maladies professionnelles (Révisée en 2010) (OSH74). Identification et reconnaissance des maladies professionnelles: critères pour incorporer des maladies dans la liste des maladies professionnelles de l'OIT**

Séries Sécurité, hygiène et médecine du travail, n° 74.  
ISBN 978-92-2-223795-1.  
BIT, Genève, 2010. 30 \$, 22 €, 30 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

Le nombre des facteurs physiques, chimiques, biologiques et psychosociaux qui affectent la santé des travailleurs est en hausse constante. Depuis sa création en 1919, l'OIT s'emploie à relever le défi de créer des conditions de travail sûres et salubres. Approuvée en mars 2010 par les gouvernements comme par les organisations d'employeurs et de travailleurs, cette nouvelle liste reflète l'état actuel des connaissances pour l'identification et la reconnaissance des maladies professionnelles. La liste, annexée à la recommandation (n° 194) concernant la liste des maladies professionnelles, 2002, est destinée à accompagner les pays pour la prévention, l'enregistrement et la déclaration et, le cas échéant, l'indemnisation des maladies causées par le travail.



**Women in labour markets: Measuring progress and identifying challenges**

ISBN 978-92-123318-3.  
BIT, Genève, 2010. 25 \$, 18 €, 25 CHF.

Quinze années se sont écoulées depuis que la Quatrième conférence mondiale sur les femmes à Pékin a adopté une plateforme mondiale pour agir en faveur de l'égalité entre hommes et femmes et de l'autonomisation des femmes. Ce rapport évalue les progrès accomplis sur la voie de l'égalité hommes-femmes au travail et identifie où et pourquoi des obstacles perdurent. Utilisant les deniers Indicateurs clés du marché du travail du BIT, il compare les résultats des hommes à ceux des femmes. Les conclusions témoignent de disparités persistantes en termes de débouchés et de qualité d'emploi.



**Le travail domestique sur la voie du travail décent. Rétrospective de l'action de l'OIT**

Document de travail 2/2010.  
Par Asha D'Souza.  
ISBN 978-92-222050-2.  
BIT, Genève, 2010. 30 \$, 22 €, 30 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

Les travailleurs domestiques qui travaillent habituellement de longues heures sont faiblement rémunérés et ont peu de protection sociale. Cette étude, publiée en amont de la Conférence internationale du Travail 2010, définit les principales caractéristiques du travail domestique en fournissant un important travail préparatoire au processus. Elle examine ensuite le problème du manque de données, énumère les violations des droits de l'homme subies par les travailleurs domestiques, dresse l'inventaire des normes de l'OIT et des législations nationales qui existent dans le domaine du travail domestique, et donne une vue d'ensemble des activités que mènent actuellement les syndicats et les ONG.



**L'action contre le travail des enfants 2008-2009. Progrès réalisés et priorités futures de l'IPEC**

ISBN 978-92-2-223250-5.  
BIT, Genève, 2010. 20 \$, 14 €, 20 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

L'élimination effective du travail des enfants est l'une des questions les plus importantes de notre temps en matière de droits de l'homme. Pour le Programme international du BIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC), les défis sont de plus en plus complexes du fait de la crise financière mondiale actuelle, des catastrophes naturelles et des conflits. Les principaux objectifs de ce rapport consistent à procéder à une évaluation rigoureuse des projets de l'IPEC entrepris dans les Etats Membres de l'OIT et à identifier des thèmes pour préparer une action mondiale plus cohérente et plus durable pour éradiquer le travail des enfants.



### Global child labour developments: Measuring trends from 2004 to 2008

Par Yacouba Diallo, Frank Hagemann, Alex Etienne, Yonca Gurbuzer et Farhad Mehran.  
ISBN 978-92-123522-4.  
BIT, Genève, 2010. 20 \$, 14 €, 20 CHF.

Dans le cadre des efforts déployés pour enrichir les connaissances relatives au travail des enfants, l'OIT a produit de nouvelles estimations globale et régionale pour 2008 et des tendances comparatives entre 2004 et 2008. Les résultats révèlent plusieurs tendances encourageantes: le nombre total d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent a chuté entre 2004 et 2008 (de 17 millions), avec un net recul du travail chez les filles (15 millions) et moins d'enfants employés à des activités dangereuses (une baisse de 13 millions). Néanmoins, avec 306 millions d'enfants qui sont occupés économiquement, 176 millions d'enfants astreints au travail et 76 millions d'enfants qui effectuent des travaux dangereux, il reste encore beaucoup à faire pour appliquer et respecter la convention (n° 138) de l'OIT sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.



### Fonds pour l'innovation en micro-assurance: mieux protéger les travailleurs pauvres. Rapport annuel 2009

ISBN 978-92-2-223050-1.  
BIT, Genève, 2010. 15 \$, 12 €, 15 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

Pour des millions de familles des pays en développement qui ont un revenu faible, les conséquences des accidents, des maladies, des décès dans la famille ou d'un climat difficile peuvent être dévastatrices. La micro-assurance est un mécanisme qui peut protéger les pauvres contre ces risques, en échange du paiement de primes d'assurance adaptées à leurs besoins et à leurs moyens. Le Fonds pour l'innovation en micro-assurance est destiné à offrir une protection aux personnes qui en ont le plus besoin. La raison d'être de ce rapport détaillé est d'aider les assureurs à proposer des services de meilleure qualité, mieux adaptés aux besoins de millions de travailleurs pauvres, en particulier ceux qui travaillent dans le secteur informel. Ce rapport annuel est le deuxième du Fonds pour l'innovation en micro-assurance qui fut créé en 2008 par l'OIT, avec le soutien de la Fondation Bill et Melinda Gates.



### Emploi et protection sociale dans le nouveau contexte démographique

ISBN 978-92-2-222689-4.  
BIT, Genève, 2010. 30 \$, 22 €, 30 CHF. Egalement disponible en anglais et en espagnol.

L'allongement de l'espérance de vie alliée à un déclin de la fertilité modifie considérablement la démographie mondiale. Le vieillissement de la population est déjà bien avancé dans les pays développés et il progresse rapidement dans les pays en développement. Dans les pays industrialisés, où la couverture de sécurité sociale est meilleure, le fait de vivre plus longtemps et en meilleure santé ne s'est pas accompagné par un allongement des carrières professionnelles. Dans les pays à faible revenu, seule une minorité des personnes âgées bénéficie d'une protection sociale. Aussi bien les marchés du travail que les politiques sociales doivent prendre en compte cette évolution de toute urgence, en favorisant l'insertion des personnes âgées dans l'économie et en résolvant l'inquiétant problème de la sécurité sociale.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22. Tél. +4122/799-7828; fax: +4122/799-6938; e-mail: pubvente@ilo.org; site Internet: www.ilo.org/publns.

# Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud 2010 (GSSD)

[www.southsouthexpo.org](http://www.southsouthexpo.org)



Organisée par les Nations Unies, la GSSD offre une vitrine aux pays en développement et à leurs partenaires, y compris

les bailleurs de fonds, les organisations internationales, pour présenter des solutions de développement Sud-Sud circonstanciées. L'Organisation internationale du Travail a

accueilli l'exposition du 22 au 26 novembre à son Siège à Genève. Des forums d'échange de solutions ont été consacrés à la protection sociale et au travail décent, à la sécurité alimentaire, au changement climatique et à l'environnement, au VIH/sida, à la santé mondiale et à l'éducation. Ces solutions s'enracinent et se développent dans des conditions historiques, politiques, économiques, sociales et géographiques propres aux pays d'où proviennent les solutions de développement Sud-Sud.

“ La tendance grandissante qui prévaut parmi les pays du Sud à ne pas s'intéresser seulement à la réduction de la pauvreté sur leur territoire mais aussi à l'amélioration des perspectives de développement dans les autres pays du Sud est présentée à travers toute une série de pays, notamment de puissantes économies émergentes et d'autres pays essentiels de la coopération Sud-Sud. ”

*Ban Ki-Moon,  
Secrétaire général des Nations Unies*

“ Les flux Sud-Sud de finance, de technologie et de savoir-faire orientés vers le développement doivent être reconnus et davantage encouragés parce qu'ils constituent une dimension de plus en plus importante de la coopération au développement. ”

*Helen Clark,  
Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement*

“ Respect de l'autonomie et des priorités nationales; diversité des circonstances et des solutions; solidarité entre les nations; il n'existe pas de solution universelle. Les orientations de la coopération Sud-Sud convergent avec l'approche de l'Agenda de l'OIT pour le travail décent. L'OIT se réjouit de pouvoir mettre cet agenda au service des initiatives de coopération Sud-Sud en vue de promouvoir les objectifs de développement convenus à l'échelle internationale. Vous pouvez compter sur notre engagement sans faille! ”

*Juan Somavia,  
Directeur général du BIT*

Les photos sont disponibles à l'adresse:  
[http://www.ilo.org/dyn/media/mediasearch.specialDetail?p\\_lang=fr&p\\_special\\_main\\_id=27](http://www.ilo.org/dyn/media/mediasearch.specialDetail?p_lang=fr&p_special_main_id=27)



